



Mémoire de géopolitique

Thème d'étude:

L'Ukraine dans la région de la mer Noire

Auteur de l'étude : Lieutenant-colonel BALKOVYI Valerii (Groupe C5)

Directeur de recherche :

M. Jean-François Daguzan
Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique

Avril 2001

L'Ukraine dans la région de la mer Noire

Sommaire

Partie I :

Importance de la région de la mer Noire

Aperçu historique

Energie et potentiel économique

Problèmes de sécurité

Acteurs principaux de la mer Noire

Partie II :

Enjeux de l'Ukraine dans la région de la mer Noire

Ukraine - Russie: Grimée, perpétuel enjeu

La Roumanie et la Bulgarie - une nouvelle politique

Vers l'intégration régionale et sous-régionale

Ukraine dans les enjeux pétroliers et gaziers caspiens

Introduction

Mer enclavée, relie à la Méditerranée par le pédoncule des détroits, la Mer Noire est relativement peu connue. Pendant une longue période elle était si fortement divisée qu'elle avait perdu l'une des vocations essentielles de toute mer – celle de favoriser les échanges. D'autre part, l'hétérogénéité des peuples qui la bordent ne facilite pas non plus son étude : langues, religions, ressources, géographie n'ont guère de dominateur commun, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de frontières qui se cherchent parfois.

La fin de « la guerre froide » a ouvert cette zone au monde extérieur. Aujourd'hui, quand les forces régionales dominantes ont cessé de bloquer les itinéraires de l'Europe à l'Est, cette région fonctionne plutôt comme un pont qu'une barrière et fournit des possibilités pour le développement de communications dans une direction latitudinal. En conséquence, les autres itinéraires contournant cette région, des routes maritimes principalement plus risquées, perdent leur importance.

La région de la mer Noire est l'un des endroits de la planète les plus explosifs et les plus cruciaux sur le plan stratégique. Elle occupe une position principale aux charnières de trois vieux mondes : au Nord, les pays slaves avec le rôle dominant de la Russie; à l'ouest, l'Europe centrale et orientale, pont vers l'Union Européenne ; au Sud, la Turquie, porte du Moyen Orient et des Etats turcophones.

Cette région représente également un vaste espace économique et une route commerciale, dont l'importance globale s'accroîtra considérablement au fur et à mesure que les hydrocarbures de la mer Caspienne se fraieront un chemin vers les marchés énergétiques européens. La demande mondiale de pétrole risquant d'augmenter substantiellement au cours des prochaines décennies, l'Europe est de plus en plus consciente de sa dépendance croissante vis-à-vis de l'instable région du Golfe. Pour y remédier, un accès à la mer Caspienne serait d'une importance vitale¹.

La fin de la confrontation globale a fait apparaître des nouveaux acteurs sur la scène géopolitique de la mer Noire. C'est le cas de l'Ukraine dont l'apparition a changé non seulement les environnement géopolitique dans cette région, mais a devenu le facteur déterminant pour la sécurité européenne².

Toutes les discussions concernant l'orientation politique d'Ukraine qui s'agissent toujours autour deux : oriental (vers la Russie) et occidental (vers l'UE). Le troisième, ceci de Sud-Est (mer Noire, Caucase) est souvent considéré comme complémentaires du choix européen. Malgré cette présupposition, Kiev accordait toujours les efforts considérables pour renforcer ces positions dans la région.

Le titre de cette étude demande à être précisé: il est difficile de limiter la région de la Mer Noire seulement par les pays riverains. D'autre part pour mieux comprendre l'influence du pétrole caspien sur le développement de la région il est important consacrer d'étude à l'Azerbaïdjan. Il faudra de même y ajouter la Moldavie pour sa position enclavé entre l'Ukraine et la Roumanie.

Sauf pour une courte introduction historique, cette étude géopolitique reflète la période récente démarrée par la fin de la « guerre froide ».

Partie I: Importance de la région de la mer Noire

Par sa position géographique, la région de la mer Noire constituait au long de toute l'histoire un enjeu stratégique pour des puissances qui pouvaient influencer la situation dans le monde entier et dans cette région directement. Par conséquence, cette région a beaucoup subi les changements profonds d'équilibre politique et militaire.

Mais, pourquoi cette région présente-t-elle un si grand intérêt géopolitique malgré le fait que l'espace d'eau situé en son centre et qui s'appelle la mer Noire soit presque fermé (annexe 1) ?

Premièrement, cette région se trouve au carrefour de l'Europe et de l'Asie constituant une espace de la lutte pour le contrôle des voies d'accès et de communication entre ces continents. L'importance stratégique de la région mer Noire vis-à-vis de l'Occident, et de l'Europe en particulier, ne peut que s'accroître de façon substantielle au cours des prochaines années. Etant, par sa position géostratégique, une connexion naturelle entre l'Europe et l'Asie ainsi qu'entre l'Asie centrale et le Moyen-Orient, elle constitue un lien commercial essentiel ainsi qu'une importante zone de transit. De ce fait, qu'il s'agisse de son instabilité ou des risques de conflit, de ses ressources énergétiques ou de ses perspectives économiques, cette région ne laisse pas la communauté internationale indifférente.

Deuxièmement, la séparation de ce territoire correspond à deux religions principales : Christianisme et Islam. Au Moyen age cette circonstance fut à l'origine de plusieurs guerres ici. Aujourd'hui, bien évidemment, la communauté internationale a atteint un niveau de développement et d'intégration bien plus haute et les différences confessionnelles ne jouent plus le rôle déterminant dans les contradictions régionales.

Et finalement, la fin de la « guerre froide » suivie par le décloisonnement de la mer Noire a apporté non seulement des possibilités du développement économiques de cette région mais aussi a fragilisé la sécurité régional.

1.1 Aperçu historique

Dans l'Antiquité, la mer Noire, nommée le Pont-Euxin, était la voie par laquelle Athènes recevait l'essentiel de son ravitaillement en blé. L'Empire romain en contrôla indirectement les côtes avec le royaume protégé du Bosphore (en Crimée). Byzance y établit ensuite pour longtemps sa domination, mais l'essentiel du trafic fut, au Moyen Age, contrôlé par les marins italiens de Gênes et de Venise. Après la prise de Constantinople (1453), la mer Noire devint turque, jusqu'à l'arrivée des Russes au XVIIIe siècle sur les côtes septentrionales. La marine russe remporta plusieurs succès contre les Turcs, notamment à Sinope en 1853, mais elle ne put réaliser son objectif de s'ouvrir des détroits, à cause de l'opposition de la Grande-Bretagne, en particulier lors de la guerre de Crimée en 1854-1855.

Durant plusieurs années de confrontation globale la mer Noire était transformée en flanc méridional de l'opposition entre deux systèmes politiques et deux idéologies. La mer Noire était si fortement divisée qu'elle avait perdu l'une des vocations essentielles de toute mer : celle de favoriser les échanges.

1.1.1 Vocation historique : tremplin vers la Méditerranée

Toute l'histoire des Etats de l'Europe orientale et, parfois, celle aussi des Etats de l'Europe centrale a été influencée par la possession des détroits de la mer Noire, les Dardanelles et le Bosphore. Chaque fois pour emprunter la voie terrestre de l'Europe en Asie, ou de l'Asie en Europe, il fallait nécessairement traverser ces détroits.

À la fin du XVIIIe siècle, la mer Noire formait un espace maritime contrôlé par l'Empire ottoman et le Khanat de Crimée, autant dire qu'elle était un lac musulman. Au siècle suivant, l'environnement géopolitique se mit à changer avec l'arrivée de la Russie décidée à dégager la route vers le Sud, en contrôlant le débouché des fleuves qui irriguaient la partie méridionale de l'Empire des tsars et en repoussant les Turcs le plus loin possible. La longue marche de l'Empire des Romanov vers de nouveaux espaces maritimes s'est concrétisée en mer Noire sous Pierre Le Grand. L'acquisition d'espaces maritimes pontins et de ses rivages fut poursuivie pendant deux siècles pour deux motifs géopolitiques fondamentaux. Le premier était, bien sûr, le contrôle de la mer Noire pour elle-même, mais aussi parce que la mer Noire devait être un tremplin vers d'autres espaces maritimes et terrestres par le bassin occidental de la mer Noire. La Russie visait à se rapprocher de la Méditerranée, à la fois par le détroit turc et par le contrôle terrestre des Balkans - Principauté Moldave, Bulgarie, Grèce, etc.. Par le bassin oriental, la Russie assurait sa progression vers le Caucase, en s'ouvrant une route à travers les pays chrétiens de la Transcaucasie - Géorgie, Arménie - et au-delà vers l'Est anatolien, en direction de la Palestine et

de la Méditerranée orientale ainsi que vers l'Empire perse et l'océan Indien. D'autre part la course à la Méditerranée qui démarrait par la conquête de la mer Noire, devait se prolonger pour les stratèges russes vers la mer Rouge avec le relais de l'Ethiopie chrétienne où la Russie avait posé des jalons depuis longtemps, et au-delà de cette mer Rouge, vers l'océan Indien et un autre grand rêve russe, les Indes³.

La Méditerranée constituait dès la fin du XVIII^e siècle le principal objectif géopolitique pour l'Empire russe. Celui-ci devait permettre de détruire l'Empire ottoman, de récupérer Constantinople, de désenclaver les détroits turcs, de rivaliser avec la France et l'Angleterre dans cette mer quasi fermée qu'était la Méditerranée, de peser ainsi sur le cours de l'Europe, et en même temps de s'installer en libérateur de la Terre Sainte en Palestine. Or, la condition de toutes ces avancées demeurait le contrôle de la Méditerranée à partir du contrôle de la mer Noire.

Durant la Révolution française, la Russie, qui contrôlait depuis quelques générations la Crimée et la mer d'Azov, ainsi qu'à l'ouest de la Crimée, les embouchures du Bug, du Dniepr, du Dniestr et du Prout, envoya sa flotte dans les îles grecques, en Italie, et attaqua la flotte française en Egypte. C'était là la première manifestation d'un impérialisme naval qui frappa beaucoup les imaginations des dirigeants des puissances occidentales. Avec la fin de l'Empire napoléonien, la mer Noire devait redevenir le centre des préoccupations russes. Saint-Pétersbourg poursuivait son expansion par l'Est et par l'Ouest, provoquant ainsi l'inquiétude de Londres décidé à jouer le maintien de l'Empire ottoman dans le cadre de la protection de la Route des Indes, et celle de Paris soucieuse de se poser en protectrice des chrétiens catholiques de l'Empire ottoman. En même temps, elle commençait à irriter l'Autriche qui commençait à regarder les Balkans et pour qui la mer Noire demeurait la mer où se jetait le Danube, épine dorsale de l'Empire autrichien.

A travers une série de guerres et d'opérations navales et terrestres tout au long du XIX^e siècle, les armées russes s'affrontait à l'Empire Ottoman, que ce soit dans les Balkans ou sur le littoral de la mer Noire au Caucase. La guerre la plus célèbre de ce siècle fut celle de Crimée où Français et Anglais alliés aux Turcs s'affrontèrent à l'armée russe en mer Noire et en mer d'Azov. L'enjeu de ce conflit était les détroits turcs pour empêcher à la Russie de pouvoir s'introduire en Méditerranée.

Après la guerre de Crimée l'antagonisme entre l'Autriche et la Russie s'accroît. Vienne souhaitait empêcher Saint-Pétersbourg de s'avancer vers l'Adriatique sous l'égide de la panslavisme et de la panorthodoxie. Cette rivalité austro-russe était à l'origine de la Première Guerre mondiale et une nouvelle structuration des alliances en Europe orientale, rapprochant l'Autriche de l'Empire Ottoman, et à terme rapprochant ce mini bloc de l'Allemagne. En 1914, parmi les buts de guerre de la Russie, figurait la prise de Constantinople, le contrôle du détroit, le

dépeçage de l'Empire ottoman et de l'Empire perse. On peut que la mer Noire était devenue le principal objectif des ambitions géopolitiques de la Russie, qui comptait annexer toutes les régions du bassin oriental de la Méditerranée après avoir contrôlé la totalité de la mer Noire.

Les premières années de la guerre semblèrent favorables à la Russie, mais la Révolution de 1917 et la défaite de l'armée roumaine se traduisirent par un retour en force des Empires Centraux sur les deux rives de mer Noire. En 1918, Allemands et Turcs sont en Géorgie, et Allemands et Autrichiens sont présents en Roumanie occupée et dans l'Ukraine indépendante. La défaite des Empires Centraux sur le front occidental en France devait mettre un terme à cette poussée orientale austro-germano-turque. Désormais, la mer Noire devenait le lieu d'une présence franco-anglaise des puissances de l'Entente, décidée à abattre la révolution russe. La Grande-Bretagne s'était réservée les pays caucasiens de la mer Noire et la France elle, visait la Crimée, l'Ukraine et la Roumanie, à la suite d'un accord avec Londres.

La victoire de la révolution communiste et de la révolution kémaliste devait stabiliser pour une vingtaine d'années la situation géostratégique de la mer Noire. Le pouvoir soviétique avait repris le contrôle de la frontière de la Bessarabie jusqu'à la frontière turco-géorgienne du littoral de la mer Noire. La Roumanie s'était agrandie comme pays victorieux, la Bulgarie avait été amputée et la Turquie avait réussi à stabiliser sa présence en évinçant la jeune Arménie en accord avec Staline et en expulsant les Grecs de la Turquie d'Europe qu'elle avait réussi à récupérer. Entre deux guerres, l'URSS et la Turquie, sans être alliées, pratiquèrent une politique de bon voisinage, principalement dirigée contre les puissances occidentales.

La Deuxième Guerre mondiale devait ramener la mer Noire sur le devant de la scène géostratégique. Les forces allemandes présentes en Bulgarie et en Roumanie avancèrent profondément en Ukraine, se dirigeant vers le Caucase, la mer Caspienne, avec la volonté de s'emparer du pétrole de Bakou et à plus long terme du pétrole de l'Iran. La Turquie sut rester neutre malgré la grande pression allemande. Sa non-participation au dépeçage de l'Union Soviétique sauva ainsi les acquis de la révolution kémaliste.

En 1945, la victoire soviétique réactivait le rêve méditerranéen de l'URSS. Le début de la guerre froide et la crise de Tito devaient empêcher l'Union Soviétique de réaliser ses intentions méditerranéennes (présence en Adriatique grâce à la Yougoslavie). Moscou dut se contenter de récupérer la plus grande partie des côtes de la mer Noire, à l'exception des côtes turques.

Les années 50 transformèrent la mer Noire en une des principales zones d'affrontement de la guerre froide. La Turquie, en adhérant à l'OTAN, fournissait à l'alliance un moyen de surveillance majeur de l'Union Soviétique. Durant toute la guerre froide l'URSS avait quasiment transformé la mer Noire en un lac soviétique. La Turquie contrôlait toujours les détroits et l'expansion navale russe

La désintégration de l'Union Soviétique devait modifier de nouveau le panorama géostratégique de la région. La mer Noire se retrouvait bordée d'Etats qui avaient réussi à se débarrasser de la Russie post soviétique. En conséquence de l'indépendance de l'Ukraine la Fédération de Russie ne contrôle qu'un segment assez court du bassin oriental de la mer Noire. Mais là n'était pas le facteur le plus important de cette mutation.

Durant la années 90 le refoulement de la Russie le plus loin possible des façades maritimes était devenu un impératif de la puissance américaine. En ce sens, la question de la Crimée, devenue ukrainienne, cristallisait toutes les arrière-pensées des puissances en présence. La Russie, évincée de la mer Noire, acceptait difficilement une Ukraine indépendante qui cherchant à se tourner vers l'Ouest, malgré son appartenance à le C.E.I., puisse faire désormais obstacle à la libre circulation sur cette mer.

La situation actuelle, qui limite des accès de la Russie à la mer Noire, transforme l'Ukraine en lieu principal d'affrontement entre la volonté d'un retour de la puissance russe et la volonté américaine de refouler celle-ci le plus loin possible de ses anciennes bases historiques. On peut dire que la future de la puissance russe dans la mer Noire dépend de la question ukrainienne. Soit l'Ukraine consolidera son rapprochement vers l'Europe soit au contraire, la Russie réussira-t-elle à reconstituer un bloc slave avec l'Ukraine qui lui permettrait de contrôler la mer Noire et de reprendre le rêve à terme d'une expansion vers la Méditerranée ? Telle est la question qui se pose à la veille du second millénaire concernant la situation géostratégique de la mer Noire, territoire maritime ballotté au gré des affrontements et des mutations identitaires de ses voisins.

1.2 Energie et potentiel économique

Le potentiel économique et les ressources naturelles considérables de la région, notamment les ressources énergétiques du pourtour de la mer Caspienne, présentent pour l'Occident un intérêt stratégique croissant⁴. Dans un avenir proche, la stabilité de la région de la mer Noire dépendra considérablement du développement et de l'acheminement des ressources énergétique de la mer Caspienne. Deux questions se posent : l'économie est-elle un facteur de division ou de stabilité, puisque l'énergie) peut aussi bien encourager la coopération qu'être une pomme de discorde ?

1.2.1 Développement et de l'acheminement du pétrole et du gaz de la mer Caspienne

En ce qui concerne le pétrole, les ressources de la région sont comprises entre 70 milliards de barils au bas mot⁵ et 200 milliards de barils de réserves pétrolières récupérables - une quantité plus importante que les réserves combinées de la mer du Nord et du versant nord de l'Alaska⁶. Ces quantités représentent potentiellement les réserves pétrolières les plus vastes du monde et une source fondamentale d'énergie pour l'Occident au cours du siècle prochain. Les opportunités ainsi offertes de gagner des devises sur le marché mondial sont ainsi que les enjeux politiques sont donc considérables. Dans la mesure où l'on prévoit que la demande mondiale de pétrole augmentera d'au moins un tiers d'ici 2010 (entre 92 et 97 millions de barils par jour) du fait du développement économique et de l'accroissement de la population, les fournisseurs de pétrole du Golfe devront satisfaire 60% des demandes d'importation mondiale. La région Caspienne a suffisamment de pétrole pour compléter celui du Golfe si les problèmes politiques et économiques d'acheminement sont résolus⁷.

L'absence d'accord sur le statut juridique de la mer Caspienne et la division territoriale des fonds marins ont été une source de conflit entre les Etats riverains. La Russie et l'Iran, qui la considèrent comme une entité entourée de terre, sont en faveur d'une appartenance et d'une production communes ; l'Azerbaïdjan prône, quant à lui, une division des fonds marins en zones nationales déterminées par les frontières terrestres⁸.

Le volet le plus problématique de la question demeure, néanmoins, le type d'acheminement choisi pour l'or noir(annexe 2). Les oléoducs et les gazoducs ayant été construits pour servir le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), ils ne répondent pas aux besoins et ne sont pas adaptés aux principaux marchés. En conséquence, des projets concernant de nouveaux oléo/gazoducs sont à l'examen. Ces propositions comprennent le renforcement de la capacité des réseaux existants et la réorientation de l'acheminement en direction des nouveaux marchés. Elles ont un impact direct sur les intérêts de nombreux pays, et revêtent ainsi une importance géopolitique majeure.

La construction de plusieurs oléo/gazoducs sont à l'examen, dont les plus importants sont:

Oléoducs : (1) Tengiz - Novorossiysk ; (2) Bakou - Grozny - Novorossiysk ; (3) Bakou - Supsa (Géorgie) ; (4) Bakou - Ceyhan (Turquie) ; (5) Uzen (Kazakhstan) - Turkménistan - Iran ; (6) Uzen - Karamaï (Chine occidentale) ;

Gazoducs : (1) Turkménistan - Iran - Turquie ; (2) Turkménistan - Afghanistan - Pakistan; (3) Dzhubga (Russie) - Samsun (Turquie) sur le fond marin de la mer Noire.

L'acheminement du pétrole pourrait théoriquement se faire dans n'importe quelle direction. Les oléoducs du Sud et de l'Est pourraient alimenter les marchés asiatiques. L'Iran est déjà doté d'un vaste réseau, et le Golfe est considéré comme une voie de passage satisfaisante. Le

gouvernement américain continue de faire pression pour qu'un oléoduc soit construit entre l'Azerbaïdjan à la Méditerranée en passant par la Géorgie et la Turquie (route Bakou-Ceyhan) ; cet oléoduc relierait l'Azerbaïdjan et la Géorgie à l'Occident, et serait une bénédiction pour la Turquie, allié essentiel de l'OTAN⁹. La rentabilité commerciale de ce projet est douteuse et demanderait un financement immense. Il est moins favorable par rapport à un oléoduc passant par l'Iran qui nécessite un processus de réconciliation fondé sur des intérêts communs¹⁰. Mais l'Azerbaïdjan se méfie lui aussi de l'Iran, et cette option accroîtrait la dépendance vis-à-vis du Golfe. Un oléoduc oriental passant par la Chine n'est pas considéré par les experts industriels comme rentable sur le plan commercial. Celle-ci pourrait néanmoins prendre une décision stratégique en le construisant malgré tout. La Russie, privilégiant un acheminement plus septentrional, a proposé de construire un oléoduc contournant la Tchétchène. L'Azerbaïdjan craint, quant à lui, que les Russes ne disposent ainsi d'un goulot d'étranglement et les compagnies pétrolières s'inquiètent pour la sécurité.

L'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et les Etats-Unis préfèrent les voies d'acheminement occidentales. Cette option présuppose la construction d'un oléoduc sophistiqué en direction du port géorgien de Supsa, puis le transport par pétroliers. Mais la Turquie estime que le Bosphore est saturé et ne pourrait faire face à l'impact d'un trafic accru sur la sécurité et l'environnement de la région d'Istanbul. Une autre possibilité serait de construire une dérivation de Bourgas (Bulgarie) à Alexandrie (Grèce)^A ou un oléoduc de Bakou à Ceyhan sur la côte méditerranéenne¹¹. Mais ce dernier traverserait l'instable Kurdistan.

Les oléo/gazoducs sont, par définition, des cibles idéales pour les attaques terroristes, lesquelles non seulement interrompent l'approvisionnement lui-même mais aussi rendent ces voies d'acheminement moins intéressantes par rapport à d'autres formes de transport. Mis à part la question de la rentabilité, la sécurité de chaque structure est donc un paramètre clé pour les investisseurs concernés.

La Russie cherche à optimiser l'exploitation de l'oléoduc existant entre Bakou et Novorossisk. Tout en poursuivant ses recherches sur les différentes options possibles, l'Azerbaïdjan International Operating Company (AIOC) a commencé en 1997 par l'acheminement de ce pétrole de Bakou à Novorossiysk¹². Moderniser cette infrastructure revient bien moins cher que construire un nouvel oléoduc traversant la Géorgie, sans parler du projet difficile techniquement et encore plus coûteux (2,9 milliards de dollars) prévoyant l'acheminement de l'or noir à travers la Turquie.

^A Le projet d'oléoduc Bourgas - Alexandrie a fait suite à une déclaration de la Bulgarie, de la Grèce et de la Russie sur la nécessité de créer une entreprise conjointe (joint venture), le TransBalkanNeft JV. La Russie participerait à hauteur de 50%, les contributions de la Bulgarie et de la Grèce seraient de 25% chacune, le coût du projet s'élevant à 800 millions de dollars(37).

Si la Russie préférerait qu'un nouveau réseau passe par son territoire, les pays de la région souhaitent, quant à eux, diversifier leurs exportations en dehors de la Russie pour renforcer leur autonomie économiques et géopolitiques.

Des oléoducs non russes rapprocheraient encore davantage les Etats ex-soviétiques de sphères d'influence, américaines entre autres. La Turquie et l'Iran manifestent un intérêt pour l'itinéraire proposé sur leur territoire. Pour des raisons essentiellement stratégiques, le gouvernement américain penche pour la Turquie, même si les compagnies se préoccupent du coût et de la vulnérabilité de cette option vis-à-vis de la rébellion kurde. Suite à une initiative turque, les ministères des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, du Turkménistan, du Kazakhstan, de Géorgie et de Turquie ont signé, en mars 1998, un accord par lequel ils affirmaient leur appui à un réseau Est-Ouest passant par la Turquie afin d'acheminer à l'Ouest le pétrole et le gaz provenant de cette région riche en ressources énergétiques¹³.

1.3 Problèmes de sécurité

La région de la mer Noire a une propension à générer des affrontements, qu'il s'agisse à l'Ouest de la crise de l'ex-Yougoslavie ou, à l'Est, de la richesse en pétrole du Caucase et de la mer Caspienne. Depuis la désintégration de l'URSS, plusieurs conflits ont éclaté, conduisant à l'instabilité et soulevant la question de la sécurité dans la région de la mer Noire.

1.3.1 Conflits multicausés

Alors que le système communiste avait les moyens de réprimer les conflits existants dès les signes avant-coureurs ou de les régler à huis clos, l'effondrement de l'Union soviétique a inévitablement ouvert la porte à des demandes conflictuelles qu'aucun mécanisme diplomatique n'était réellement préparé à traiter efficacement¹⁴. La question des frontières nationales et des prétentions territoriales en particulier a été d'autant plus compliquée que certains nouveaux Etats indépendants (NEI) ne sont pas parvenus à définir leurs frontières, et qu'aucun contrôle des forces armées n'est exercé.

Les querelles ethniques sur l'ancien territoire soviétique sont liées à l'extrême diversité de la population, qui comprend plus de vingt minorités et nationalités différentes. Celles-ci sont, en outre, dispersées sur le sol de plusieurs pays¹⁵, où elles jouent fréquemment un rôle non négligeable^A. Les frontières administratives et nationales sont souvent en décalage avec les territoires spécifiques qui, aux yeux de la population locale, reviennent à certaines minorités

^A Par exemple, les Russes d'origine représentent 22% de la population ukrainienne, 13% de celle de la Moldavie et 8% de la population géorgienne. De nombreux Ukrainiens de souche résident sur des territoires adjacents à leur pays. 300 000 d'entre eux vivent donc dans la région adjacente de Rostov et 600 000 en Moldavie.

(Ingouchie et Ossétie du Nord). La quête, par de petites communautés ethniques, des attributs liés à la nationalité se heurte aux frontières déjà établies, et a été exacerbée par des migrations forcées ou spontanées. Dans certains pays, l'opinion publique n'a jamais renoncé à la restitution des territoires perdus à un moment ou à un autre de l'Histoire¹⁶.

L'émergence de l'Ukraine en tant qu'Etat indépendant est une évolution géostratégique majeure en Europe. Moscou et Kiev se sont opposés sur différentes questions : la flotte de la mer Noire, la division des anciens territoires soviétiques, le remboursement de la dette internationale, l'approvisionnement en énergie, la forme de la CEI ainsi que le contrôle et la possession des armes nucléaires¹⁷. La Crimée est et restera au cœur de la relation entre la Russie et l'Ukraine ; elle est connue pour son enchevêtrement ethnique. L'avenir de la flotte de la mer Noire a été réglé par la signature d'un Traité d'amitié le 30 mai 1997¹⁸, mais la relation "suzerain-vassal" entre Moscou et Kiev pourrait bien, se transforme temps en temps en une nouvelle lutte économique.

Le cas de la Moldavie contient certains ingrédients majeurs de la politique russe vis-à-vis des NEI : importante population russophone, dépendance économique et engagement militaire de la Russie¹⁹. La querelle concernant le Dniestr en Moldavie a dégénéré en lutte armée en Transnistrie et a conduit à l'instabilité régionale.

Les difficultés économiques aggravent l'instabilité dans la région. La plupart des nations de la mer Noire sont frappées par la crise. Les Etats de la région n'ont progressé que récemment en matière de réforme économique. Les obstacles sont d'ordre à la fois macro-économique et structurel.

Les situations conflictuelles ou les difficultés politiques et économiques ont causé une question préoccupante des réfugiés et de l'immigration forcée. Les combats en Ossétie du Sud (1991) et en Abkhazie (1992/93) ont provoqué le déplacement de 280 000 personnes d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et de Géorgie, y compris 40 000 personnes déplacées en 1998 dans l'ouest de la Géorgie²⁰. Ces dernières années, la Russie a reçu à elle seule environ cinq millions de personnes, essentiellement des Russes d'origine, déracinés de la CEI et des pays Baltes. 150 000 d'entre elles ont été déplacées de Tchétchénie, 23 000 de l'Ossétie du Nord; 29 000 étaient des réfugiés géorgiens et 20 000 Meskhets²¹. Les tensions interethniques en Azerbaïdjan et en Arménie associées au conflit du Nagorno-Karabakh (annexe 4) ont engendré une vague de réfugiés de plus de 330 000 Arméniens d'Azerbaïdjan en 1988 - 1992²². Le HCR fait état de 620 000 personnes déplacées en Azerbaïdjan, 180 000 réfugiés azéris d'Arménie et 45 000 réfugiés meskhets d'Ouzbékistan et demandeurs d'asile venant de l'extérieur de la CEI pour demander aide et protection.

De plus, l'incapacité des autorités de fournir une assistance sociale appropriée aux réfugiés a inévitablement conduit au désordre, offrant lui-même un terreau fertile à la criminalité organisée. Ce danger est réel et la région, située au carrefour des routes commerciales de l'Asie vers l'Europe, risque fort de devenir un véritable paradis pour les trafics internationaux de stupéfiants²³.

1.3.2 Disparités militaire de la région

Toutes ces tensions pourraient être accrues par les disparités en termes de puissance militaire. La région de la mer Noire comprend des Etats dotés des forces armées les plus importantes d'Europe - Russie, Turquie et Ukraine²⁴. Les autres pays disposent d'un potentiel réduit et sont peu susceptibles de consacrer des crédits importants à la défense. L'Albanie et la Moldavie, en particulier, se sont retrouvées virtuellement dépourvues de forces armées après l'effondrement des régimes communistes.

Si l'on a pu observer une diminution de la puissance militaire de certains pays après l'effondrement de l'URSS (l'abandon par l'Ukraine de son potentiel nucléaire est un exemple parlant), d'autres ont fait un choix opposé (annexe 3). Plusieurs Etats (Azerbaïdjan surtout) ont développé d'importants arsenaux. Ils ont acquis des armes, ont créé des capacités locales de production et des systèmes d'armes sophistiqués ont été introduits²⁵. Les NEI ont réalisé que la faiblesse coûte cher : face à une menace venant de l'extérieur comme de l'intérieur, certains d'entre eux devront peut-être faire appel à la Russie²⁶.

Les alliances militaires sont un autre élément important. La Russie a des accords militaires avec l'Arménie et la Géorgie²⁷. La Grèce et la Turquie sont membres de l'OTAN, et la Bulgarie ainsi que la Roumanie aspirent également à ce statut ; en 1997, la Russie a quant à elle signé avec l'OTAN l'Acte fondateur sur les relations mutuelles, la coopération et la sécurité²⁸. Devenir membre de plein droit de l'OTAN n'étant pas encore une perspective réaliste pour l'Ukraine, Kiev a signé avec l'OTAN, le 9 juillet 1997, une "Charte de partenariat spécifique"²⁹ n'incluant pas de garantie de sécurité purement militaire (hard security). Néanmoins, le fait que l'OTAN ait considéré l'Ukraine comme un facteur clé de la stabilité en Europe centrale et orientale a été interprété comme la reconnaissance de la vocation occidentale de ce pays.

Préoccupés de sécurité des itinéraires de transit énergétique, six pays de la mer Noire (Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine) ont créé une force navale commune pour intervenir rapidement en cas d'accidents et pour assurer la sécurité du trafic pétrolier et gazier dans la région³⁰.

1.4 Acteurs principaux de la mer Noire

1.4.1 Rôle de la Russie

La région de la mer Noire est cruciale pour la politique étrangère de la Russie étant donné son rôle géopolitique et les intérêts spécifiques de Moscou pendant la difficile période de transition. Plusieurs raisons expliquent l'intérêt de la Russie pour cette zone³¹.

Moscou a toujours considéré cette région comme une porte ouverte sur les océans. Deuxièmement la région constitue également une ligne de sécurité naturelle pour la Russie et elle semble marquée par un ensemble de facteurs potentiellement déstabilisants (situation alarmante en Transcaucasie et en Ciscaucasie, crises larvées dans les Balkans, question kurde, situation chargée en ce qui concerne l'Iran et l'Irak, etc.). La Russie assiste à une mutation de l'environnement géopolitique dans la région de la mer Noire, lequel se caractérise par un nombre accru d'acteurs internationaux. Tout en lui accordant la priorité politique, sa faiblesse actuelle et sa présence réduite dans la mer Noire limitent ses capacités ; les côtes héritées de l'URSS représentent une augmentation de 30% seulement. La Russie n'a acquis que vingt des principales villes côtières et un seul port performant sur le plan technologique (Novorossiysk).

Elle a néanmoins transmis des signaux ambigus imputables aux luttes intestines et au jeu des groupes de pression ou d'intérêt qui tiraillent le gouvernement³². La Ciscaucasie la préoccupe particulièrement dans la mesure où elle la considère comme une question exclusivement interne. La Russie est très attentive à la question tchéchène, importante non seulement pour son intégrité territoriale mais aussi pour des raisons géoéconomiques étant donné que le seul oléoduc pouvant transporter le pétrole de la mer Caspienne traverse cette République. Elle s'efforce d'accroître sa présence militaire en Transcaucasie, comme elle l'a fait en Arménie et en Géorgie, et comme elle tente de le faire en Azerbaïdjan, par le biais d'un bail pour la station radar de repérage des missiles à Gebele, lien vital pour le système de défense aérien de la CEI.

Alors que la Russie considère la Ciscaucasie comme une question mettant en cause son intégrité territoriale, la Transcaucasie est un territoire où elle a perdu son pouvoir et où elle s'efforce d'accroître son influence sur l'évolution de la région. Elle se sent dans l'obligation d'agir pour lutter contre les tentatives faites de l'enfermer dans ses propres frontières ou d'empiéter sur ce qu'elle considère comme ses intérêts légitimes en empêchant la mosaïque ethnique de la Ciscaucasie de se désintégrer³³.

Dans ce sens-ci, la Russie a donc réagi négativement à la formation de ce qu'elle voyait comme de nouveaux blocs tels que l'initiative appelée GUUAM (Géorgie - Ukraine - Ouzbékistan - Azerbaïdjan - Moldavie), considérée comme une politique anti-russe³⁴.

Au Caucase surtout, certains dirigeants se sont emparés du concept de solidarité pan-caucasienne ou le marché commun Transcaucasie-Eurasie³⁵. A Moscou, la coopération dans la

région de la mer Noire est jugée complémentaire de la coopération avec l'UE, mais pourrait lui sembler en concurrence avec les Etats-Unis. La Russie encourage la sécurité et les accords économiques au sein de la CEI, et la Coopération Economique de la mer Noire (CEMN) pourrait être vue comme une menace potentielle pour la CEI³⁶.

La Russie jouera probablement un rôle important dans la région dans le domaine de prévention et gestion des conflits armés. La Russie domine dans toutes les missions de maintien de la paix entreprises dans le cadre de la CEI^A. Le succès de ces initiatives, doublé des réticences de l'Occident à engager des troupes dans cette partie du monde, a montré que son rôle était nécessaire en l'absence de toute autre option réaliste.

Certains signes montrent que ses faiblesses internes et les bouleversements de la Ciscaucasie l'incitent encore plus que par le passé à satisfaire ses intérêts dans la mer Noire et dans le Caucase en coopération plutôt qu'en concurrence avec les principaux pays occidentaux. Ses efforts pour régler la guerre au Nagorno-Karabakh en témoignent³⁷.

1.4.2 Rôle des Etats-Unis

Les Etats-Unis accordent une attention particulière à la région de la mer Noire, non seulement à cause de ses ressources énergétiques mais aussi du fait de sa situation géographique à proximité de la Russie, de l'Asie centrale, de la Méditerranée, de l'Europe du Sud-Est et du Moyen-Orient. Cette région est, en outre, un indicateur de la volonté éventuelle de la Russie d'étendre à nouveau son influence au continent eurasiatique. On peut considérer que les Américains ont poursuivi trois objectifs politiques dans la région :

- appuyer la souveraineté et l'indépendance des Nouvelles Etats indépendants ;
- s'engager commercialement dans la production et l'exportation du pétrole de la région ;
- réduire la dépendance future vis-à-vis du pétrole du Golfe persique³⁸.

L'approche américaine s'est également fondée sur le principe de l'équilibre de la puissance. Tout en étant une force motrice de la nouvelle politique des Etats-Unis, la quête de nouvelles sources d'hydrocarbures a témoigné de leur volonté d'entrer plus ouvertement en concurrence avec la Russie et les autres puissances pour avoir la mainmise sur la région Caucase - mer Caspienne. Cette attitude traduit aussi une priorité accrue à l'aide accordée aux Etats ex-soviétiques indépendants d'Asie centrale pour qu'ils puissent affirmer leur indépendance vis-à-vis de la Russie.

^A Les membres de la CEI ont adopté en mars 1992 un "accord sur les groupes d'observateurs militaires et de maintien de la paix collectif dans la CEI" ; cet accord, fondé sur les dispositions des Nations unies et de l'OSCE, considérait le maintien de la paix comme applicable seulement lorsque les parties au conflit avaient donné leur accord préalable et étaient parvenues à s'entendre pour mettre fin aux hostilités.

Les Etats-Unis se sont efforcés de contribuer au règlement des conflits, ayant entre autres pour objectif d'assurer un environnement stable pour leurs investissements dans le domaine de l'énergie³⁹.

De nombreuses sources américaines ont exagéré l'importance des réserves de pétrole et de gaz de la région Caspienne. En réalité, du fait et l'augmentation de la demande pétrolière mondiale et étant eux-mêmes à cet égard excessivement dépendants du Golfe, les Etats-Unis cherchent à garantir l'accès à tout un éventail de nouvelles sources d'énergie. C'est dans ce contexte que devraient être vu leur revirement politique et celui de l'Azerbaïdjan.

La politique américaine d'isolement de l'Iran a été un échec pour les Etats-Unis. Des compagnies multinationales, entre autres européennes et russes, ont violé l'embargo imposé à Téhéran et se sont réservé des transactions lucratives ainsi qu'une place de choix dans l'ensemble de ces marchés et de ces itinéraires. Les désaccords politiques entre l'UE et les Etats-Unis incitent également Washington à adopter une nouvelle politique en Iran. Les lobbies des producteurs américains d'énergie ont exercé des pressions pour mettre un terme aux sanctions, tandis que les autorités plaident pour un processus de réconciliation fondé sur "un nombre impressionnant d'intérêts communs"⁴⁰. La décision prise par Washington en avril 1999 d'autoriser les ventes de produits alimentaires et de médicaments est le premier signe d'un allègement des sanctions à l'égard de l'Iran. Les Etats-Unis ont également demandé la reprise d'un dialogue avec l'Iran, sans succès jusqu'ici.

En outre, les Américains ont cherché à appuyer la Turquie qu'ils considèrent comme un facteur d'équilibre dans la région Caspienne face à l'expansion de la Russie et surtout à l'influence de l'Iran. Leur appui à l'oléoduc de Ceyhan semble dans le droit fil de leurs priorités dans la région. Les considérations commerciales incitent néanmoins à quelque prudence et pourraient à terme retarder, voire faire abandonner ce projet⁴¹.

1.4.3 Rôle de la Turquie

Dès 1990-91, la Turquie (annexe 5) a manifesté un intérêt stratégique pour plusieurs anciennes Républiques soviétiques. Elle a continué d'exploiter la possibilité d'accroître son influence dans une région comprenant la mer Noire, le Caucase et l'Asie centrale. Les analystes turcs surveillent étroitement les débats internes sur les orientations russes en matière de politique étrangère. Selon l'ambassadeur de Turquie S.Elekdogan, malgré toutes ces controverses, "les deux pays ont la ferme volonté politique d'étendre leur zone d'intérêt mutuel, de réduire les sujets de discorde et d'être attentifs et respectueux en ce qui concerne les sensibilités de chacun (...). Néanmoins, la Turquie doit inclure la Fédération de Russie dans son évaluation de la menace"⁴².

La Turquie surveille également l'Iran, qu'elle considère comme un rival dans la lutte d'influence dans le Caucase et en Asie centrale⁴³.

L'objectif de la Turquie dans son approche des anciennes Républiques soviétiques a été d'exporter sa propre idéologie et d'entretenir les relations culturelles et économiques à une époque où sa position en Europe était chancelante⁴⁴. Une série de réunions intergouvernementales a eu lieu entre la Turquie et les peuples turcs en 1992-93 dans une "approche globale historique du monde turc", selon la formule du Premier ministre Süleyman Demirel lors de son retour des Républiques d'Asie centrale.

Les efforts de la Turquie afin de servir de médiateur entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en ce qui concerne le Nagorno-Karabakh et pour impliquer la CEMN dans les questions de sécurité, lorsqu'en mai 1994, elle a demandé la création d'une Commission de consultation de la CEMN, ont suscité la méfiance des Etats de la région.

La politique des oléoducs a surtout influencé la politique de la Turquie à l'égard de la Transcaucasie qui était un territoire important pour l'itinéraire permettant de garantir un accès à l'Asie centrale tout en évitant d'autres voies d'acheminement par la Russie et l'Iran. L'Azerbaïdjan a une relation privilégiée avec la Turquie, que mettent en relief des éléments culturels et des considérations économiques. La richesse potentielle de l'Azerbaïdjan le rend très important pour la Turquie dans la mesure où celle-ci est un importateur net de pétrole brut. Le pétrole kazakh pourrait être transporté à travers la Turquie via l'Azerbaïdjan. La politique des oléoducs a incité la Turquie à mener une politique de coopération étroite avec la Géorgie car les oléo/gazoducs de la région caspienne et de l'Asie centrale doivent traverser la Géorgie en raison des difficultés entre Ankara et Erevan⁴⁵.

Le rapprochement ukraino-turc, quant à lui, s'est amorcé avec la mise en place d'une coopération dans le domaine de la sécurité (lutte contre crime organisé, terrorisme et séparatisme)⁴⁶. En matière de coopération politique et militaire, la Turquie a appuyé l'Ukraine dans sa demande de garanties de sécurité pour rendre à la Russie les armes nucléaires, et a soutenu l'Ukraine dans la question de la Crimée. L'Ukraine et la Turquie possèdent des points de vue convergents sur toute une série de questions et notamment sur le conflit du Nagorno-Karabakh les deux pays ont envoyé des équipements en Azerbaïdjan. L'Ukraine, qui produisait autrefois la moitié des chars et des missiles soviétiques⁴⁷, dispose de stocks, de complexes de production et d'un savoir-faire qui a très vite intéressé les généraux turcs (cf. sous-partie suivante). La Turquie est d'ailleurs intéressée par les tanks ukrainiens T-84, et Kiev espère lui en vendre un millier. Les militaires turcs souhaitent inviter des spécialistes ukrainiens à prendre part à la construction d'une usine de production des blindés en Turquie⁴⁸.

Selon sa nouvelle «Doctrin militaire» formulée à la fin de l'année 1993, l'Ukraine ne prévoit désormais d'entrer en guerre qu'en réponse à une agression. Cette posture défensive est fondamentale pour les stratèges turcs et change la donnée stratégique en mer Noire⁴⁹. Pour la Turquie, l'Ukraine est donc par définition le partenaire stratégique obligé en mer Noire, face à la Russie.

La Géorgie est également tentée par le partenariat avec la Turquie dans la résolution du conflit abkhaze. Malgré les initiatives de Tbilissi, Ankara n'accepte aucun accord sur le remplacement des forces de maintien de la paix russes par des Turcs⁵⁰.

Partie II : Enjeux de l'Ukraine dans la région de la mer Noire

L'Ukraine avec ses voisins du Sud-Est - les états de la mer Noire, le Transcaucasie et l'Asie Centrale - tiennent des positions importantes dans l'espace géopolitique eurasienn. La signification stratégique de la région consiste principalement aux couloirs de transport qui la traversent. Ceux-ci connectent des centres européens avec les ressources naturelles des pays de l'Asie du Moyen-Orient et Centrale et s'entendent vers les grands marchés d'états fortement peuplés à l'océan Indien et la région d'Asie Pacifique⁵¹. D'autre part, la région de la mer Noire connecte l'Europe du Nord-Est et Centrale avec des pays méditerranéens et forme une zone mutuelle d'intérêts économiques et politiques en Europe et l'Asie.

La position de l'Ukraine aux carrefours de trois grandes masses géopolitiques - Euro-Atlantique, Eurasienn et Islamique, crée un espace unique de civilisation. Cette situation porte un certain avantage et cause aussi beaucoup de problèmes significatifs. En tout cas, cette position est décisive pour le destin de l'Ukraine comme un état⁵².

2.1 Ukraine – Russie : la Grimée, perpétuel enjeu

L'émergence de l'Ukraine en tant qu'Etat indépendant est une évolution géostratégique majeure en Europe. L'Ukraine contrôle en effet toute la côte septentrionale de la mer Noire, y compris la grande presqu'île de Crimée. En conséquence, Moscou et Kiev se sont opposés sur deux questions concernant la mer Noire : règlement de la question de la Crimée et partage de la flotte de la mer Noire.

La Crimée est et restera au cœur de la relation entre la Russie et l'Ukraine. Toute cette zone littorale qui dépendit longtemps de l'Empire ottoman fut à partir du XVIIIe siècle la façade de l'Empire russe sur la mer Noire. La presqu'île de Crimée, où se trouvait le grand port de guerre russe de Sébastopol et une grande partie de la flotte russe, ne fut rattachée à l'Ukraine

qu'en 1954^A. Ce fait n'avait guère de conséquence dans le cadre de l'Union soviétique mais qui pose un grave problème depuis la dislocation de l'Union fin 1991 et l'indépendance de la République d'Ukraine. La Russie n'a plus de débouché commode sur la mer Noire, si ce n'est la côte marécageuse de la mer d'Azov, mer quasi fermée par la presqu'île de Kertch, et, vers l'est, la côte montagneuse de la région du Kouban, dans le prolongement occidental du Caucase. Le problème de la Crimée suscita, entre les gouvernements russe et ukrainien, une grave tension qui fut un peu atténuée depuis 1992 après la création d'une République autonome de Crimée.

En outre, la Crimée est connue pour son enchevêtrement ethnique, sa population de 2,5 millions d'habitants comprenant 1,7 million de Russes, 600 000 Ukrainiens et 300 000 Tartars. En 1944 la majorité de tatars, originaires de la presqu'île a été chassés de Crimée et déportés en Asie centrale par Staline. Depuis 1989 ils se sont réinstallés en Crimée et revendiquent désormais le rétablissement de leur propre souveraineté sur un territoire dont ils avaient été déportés quarante-cinq ans plus tôt. Il faut noter que la population tatare a une tendance constatée d'augmentation.

Après des années de négociations, un Traité d'amitié, de coopération et de partenariat a été signé entre les deux Etats en mars 1997. En même, un ensemble d'accords concernant la flotte, et les textes ont été ratifiés en mars 1999. Conformément à ces documents, Kiev acceptait de louer à la Russie une partie du port de Sébastopol en Crimée, ainsi que plusieurs autres installations militaires. Cette location est renouvelable pour cinq nouvelles années, afin d'avoir le temps de construire d'autres bases russe sur le littoral oriental de la mer Noire, par exemple à Novorossisk (annexe 6). En revanche, la Russie a officiellement renoncé à ses prétentions sur la Crimée et Sébastopol. Mais la question de la Crimée, revendiquée depuis 1991 par les nationalistes et communistes russes, continue d'empoisonner les relations entre les deux pays. En outre, la Russie ne s'empresse guère d'effectuer une délimitation de la frontière dans la région de la Mer d'Azov.

A la suite du partage de la flotte de la mer Noire l'Ukraine a reçu 162 des 622 navires et a bénéficié d'une réduction considérable de son importante dette. D'autres dispositions stipulent que la Russie peut maintenir non seulement 25 000 marins mais aussi dix détachements du renseignement et une brigade d'infanterie navale en Crimée. A l'avenir, le nombre de bâtiments de guerre devrait être de 100, plus 160 bâtiments de soutien⁵³.

Une autre disposition a suscité une certaine inquiétude : la déclaration conjointe concernant "la coopération pour assurer la sécurité des frontières sud", qui pourrait impliquer un engagement de défense qui n'est pas vraiment conforme aux principes de la souveraineté et à la

^A La Crimée avait été offerte, en 1954, à la République socialiste soviétique d'Ukraine par M. Nikita Khrouchtchev, lui-même né en Ukraine, à l'occasion du 300e anniversaire de la signature du Traité entre l'Ukraine indépendante et le tsar russe.

politique de non-alignement de l'Ukraine⁵⁴.

2.2 Roumanie et Bulgarie - une nouvelle politique

La situation dans ces pays se caractérise par une stabilité relative. Ils étaient moins intégrés à l'économie de l'ex-URSS et ce qui est très important. Ces pays ont donc eu de meilleures conditions pour développer leur propre économie par rapport à l'Ukraine, par exemple, par suite de la politique d'investissements conduite par l'Ouest.

Pour cette raison et du fait de leur position géopolitique très favorable, ces pays sont devenus des candidats de la deuxième vague d'adhésion à l'OTAN. C'est pourquoi leur politique étrangère est définie par leur inspiration d'entrer dans l'Alliance.

En même temps deux pays mènent une politique étrangère orientée vers la mise en place de programmes et de structures de coopération régionale. La réalisation de ces programmes s'exerce soit au niveau sous-régional (CEMN, ...) soit dans le cadre bilatérale. La Roumanie et l'Ukraine, par exemple, ont parvenu pour leur part, après les nombreuses à parapher, début juin 1997, un traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage. Ils ont également confirmé l'inviolabilité des leurs frontières. La Roumanie a manifesté aussi un abandon de la polémique nationaliste au profit d'une attitude plus pragmatique dans ses relations avec certains pays et notamment avec l'Ukraine.

La Bulgarie, qui connaît une situation particulière en raison de ses frontières communes avec la Serbie et la Macédoine, et qui était plus marquée par l'idéologie communiste que la Roumanie, réalise une politique équilibrée et pragmatique dans les domaines extérieur et intérieur. Les progrès réalisés par la République de Bulgarie dans les différents secteurs de la vie de l'Etat a obtenu la reconnaissance de la part d'institutions internationales.

En même temps il faut remarquer les relations difficiles entre la Bulgarie et la Macédoine. La première, après avoir refusé de reconnaître l'existence d'une langue et d'une nation spécifiquement macédoniennes, a offert un exemple encourageant de recherche d'apaisement. Finalement, le président bulgare et son homologue macédonien ont déclaré vouloir résoudre cette querelle par un compromis auquel des experts et des organisations non-gouvernementales ont été conviés.

Malgré tout cela on peut dire que la situation dans cette zone se déroule plus tranquillement, par rapport à d'autres régions limitrophes de la Mer Noire.

La Roumanie restait, avec la Russie, le seul pays susceptible d'avoir des revendications territoriales vis-à-vis de l'Ukraine à n'avoir pas signé d'accord d'inviolabilité des frontières avec

elle. Le traité entre la Roumanie et l'Ukraine (1997)⁵⁵, et qui fait immédiatement suite à l'accord entre la Russie et l'Ukraine, marque la reconnaissance des frontières, ainsi que l'autorité de l'Ukraine sur les territoires perdus par la Roumanie avant la deuxième guerre mondiale. Par ce traité, la Roumanie renonce à réclamer les territoires de Bessarabie et de Bukovine du Nord et l'île des Serpents. Tout cela est devenu possible d'une part grâce à la compréhension de la nécessité de stabilité et d'autre part du fait des conditions posées à une éventuelle appartenance future de la Roumanie à l'OTAN.

Cependant, cette dernière pourrait devenir dans un proche avenir un sujet de litige dans les relations ukraïno-roumaines. Le banc continental autour de l'île des Serpents (annexée en 1946 par l'Union soviétique) pourrait être riche en réserve de pétrole (le gisement, selon certains experts, serait plus riche que celui de la mer du Nord ou de l'Azerbaïdjan). Un conflit sur l'exploitation d'un gisement potentiel pourrait donc naître dans les années à venir. L'Ukraine refuse de rendre l'île, mais s'engage à ne pas y déployer de troupes ni d'armes offensives, et à la considérer inhabitée ce qui signifie, en termes de législation maritime internationale, que l'Ukraine ne peut réclamer une zone économique exclusive autour de l'île. Au cas où ils n'attendraient pas un compromis dans les deux ans sur la question de l'exploitation et le partage des richesses du sous-sol, les deux pays se sont engagés à porter le contentieux devant le tribunal international de La Haye⁵⁶.

En tenant une position géostratégique importante, la Roumanie aspire à devenir un état de transit du pétrole caspien et aspire actuellement le rôle d'un espace de liaison entre la région caucasienne et l'Europe. La Roumanie avec la Moldavie situées sur un des itinéraires de transport pétroliers vers les Balkans et ensuite en Europe ont un intérêt mutuel. En conséquence, Bucarest et Chisinau a l'intention de continuer l'axe stratégique formée entre Baku, Tbilissi et Kiev.

2.2 Vers l'intégration régionale et sous-régionale

2.2.1 Formation du CEMN

Dans la conduite de sa propre politique étrangère, tenant en compte ses intérêts politique et économique, l'Ukraine aspire à créer un système multipolaire de coopération internationale. Ce système doit assurer la sécurité politique et économique grâce à l'élargissement de contacts internationaux. Il doit non seulement stimuler l'intégration ukrainienne dans la communauté internationale, mais promouvoir aussi l'augmentation d'influence d'Ukraine dans des régions différentes, une recherche de marchés éventuels, le développement industriel et commerciale. Le participation dans le système de la Coopération Economique de la Mer Noire (CEMN)

correspond à ce but.

Aujourd'hui les relations entre les états de la région de la mer Noire au sein de CEMN présentent un précédent politique important dans le développement du système régional de sécurité et la coopération⁵⁷.

Les états de la région font face aux problèmes et les contradictions qui ont le haut potentiel conflictuel : Abkhazie, Karabakh, Tchétchénie, Bosnie et même la Crimée. La formation des structures de sécurité sous-régionales qui créeraient la base de coopération mutuelle est nécessaire pour surmonter ces contradictions et empêcher le développement de conflits. Cette coopération correspondrait aux intérêts de tous les états régionaux⁵⁸.

En juin 1992 à Istanbul, les Présidents de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Bulgarie, la Géorgie, la Moldavie, la Roumanie, la Turquie, l'Ukraine et les chefs de gouvernement d'Albanie, la Grèce et la Fédération de Russie ont adopté la Déclaration de Bosphore et ont signé la Déclaration créant CEMN. Il a prévu la création de conditions favorables pour le commerce, l'industrie, le transport, des communications, la science et la technologie, l'énergie et l'agriculture, le tourisme et l'écologie. Le but était d'échanger l'information économique, créer des conditions pour des relations de travail, déterminer des projets de développement, etc.

Il était prévu que non seulement les états du bassin de la mer Noire mais aussi les pays qui ont un intérêt direct dans la région de la mer Noire peuvent participer à la CEMN. Cette organisation est fondé selon les principes de l'Acte Final de Helsinki et les documents adopté par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et, particulièrement, la Charte de Paris d'une nouvelle Europe. Le but et des principes établis dans la Déclaration de CEMN correspondent complètement aux principes et les documents principaux de l'ONU. La Déclaration souligne aussi que l'adhésion dans la CEMN n'est pas une barrière pour la participation dans et la coopération avec d'autres organisations régionales et sous-régionales.

En termes géoéconomiques, cette région est aussi une sphère de gravitation pour des pays qui ne sont pas directement liés avec le bassin de la mer Noire mais ont des intérêts considérables. C'est pourquoi l'Iran, Macédoine, République fédérale de la Yougoslavie et Ouzbékistan a apporté des demandes pour rejoindre la CEMN. l'Autriche, Italie, Israël, Egypte, Slovaquie, Tunisie et Pologne participent à l'organisation au rôle des observateurs; Bosnie et Herzégovine, Kazakhstan, Chypre, Jordanie, Slovénie et Croatie ont remis des demandes pour devenir des observateurs.

Ainsi, une géographie de CEMN ne limite pas lui-même à juste la région de la mer Noire, mais enveloppe un large secteur du Balkans à l'Asie Centrale et du Baltique aux états arabes. Ce territoire unit les pays européens, africains et asiatiques, indépendamment de l'hétérogénéité et le niveau de développement de leurs civilisations. La CEMN est un marché interne potentiellement

vaste avec des ressources significatives et le potentiel scientifique et technique et peut devenir un centre clé de commerce entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie.

En termes pratiques la CEMN signifie la création d'une formation de l'intégration transrégionale. C'est aussi la première grande formation d'intégration à l'étape post-confliktuelle de développement de l'économie du monde, qui est capable d'unir des pays avec des orientations politiques et économiques différentes.

La fin du XXème siècle est marquée par des changements des structures politiques et économiques de l'Europe. Ces changements ont mené à la création de structures sous-régionales du Baltique à la mer Noire. Les pays "postcommuniste" se sont unis dans ces structures pour le but de nouvelle intégration eux-mêmes dans l'environnement européen.

En même temps, l'inefficacité de la résolution de problèmes économiques et politiques au sein de la CEI pousse l'Ukraine à chercher les formes parallèles de coopération économique. Ainsi, le système CEMN est indicatif de ses quêtes.

Le système de CEMN ne pouvait pas avoir été formé pendant la confrontation économique globale entre la CE et la CEE, quand l'économie a été plus chargée avec des facteurs idéologiques et militaires plutôt que concerné par les problèmes pragmatiques de la population. Dans les nouvelles circonstances, où les états sont face à la tâche de modernisation économique et sociale, la création de nouveaux systèmes de coopération est logiquement justifiée et correspond aux intérêts fondamentaux de pays régionaux.

Le développement d'un système de CEMN représente un des mécanismes importants pour des états de l'Europe du Sud-Est pour réaliser l'intégration pan-européenne. Il aussi correspond entièrement aux intérêts nationaux de l'Ukraine ainsi que l'intégration ukrainienne dans l'Europe a été établie comme la direction stratégique principale de sa politique⁵⁹. D'autre part, la participation long terme et provisoires de l'Ukraine dans des divers structures sous-régionales ne contredit nullement la participation ukrainienne au sein de CEMN.

L'initiative de créer une Communauté économique régional appartient a la Turquie. Cependant, le succès de réalisation de cette idée témoigne l'intérêt d'un grand nombre d'états dans la formation d'une nouvelle structure sous-régionale de coopération économique qui unit la Méditerranée, des pays européens et asiatiques, indépendamment de leur hétérogénéité politique, sociale et de civilisation, les différences de leurs niveaux de développement et leurs visions de l'avenir. Les pays de la région sont les membres de différents formations politiques et économiques (l'OTAN, CEI, l'UE etc). Ces pays subissent les profondes transformations sociales et économiques causées par des changements de la mentalité et des repères d'orientation de la population. Même il y a dix ans il avait été difficile de les imaginer ensemble dans une organisation. Cependant, dans les conditions de la nouvelle situation géopolitique l'initiative

d'Ankara a trouvé l'appui correspondant de ces états.

Le projet turc a prévu la modernisation des économies d'Etats membres, qui donneraient naissance à un grand marché de pays avec une population de plus de 330 millions. L'accent devait être placé sur le développement d'une infrastructure qui aiderait à faire mieux l'utilisation du potentiel scientifique et technologique considérable, faire l'utilisation plus raisonnable de ressources industrielles et agricoles. D'autre part, la CEMN a aussi aidé ses membres à trouver des occasions complémentaires pour résoudre des problèmes liés avec la transition pour libérer des relations du marché.

La théorie et la pratique d'intégration économique d'autres états témoignent le fait que le développement futur de CEMN est connecté avec de certaines difficultés. La mer Noire est seul facteur géographique évident qui promeut l'intégration régionale. Dans tous les autres aspects la CEMN peut être considérée en termes de potentiel. Presque tous les facteurs de désintégration sont présente dans cette région - de l'instabilité politique de ses membres et l'incompatibilité de leurs infrastructures économiques aux distinctions socioculturelles et des conflits profondément traditionnels entre eux aussi bien qu'à l'intérieur certains d'entre eux. La politique d'intégration de CEMN se développe dans les conditions défavorables (des rapports tendus interethniques dans la Géorgie, des conflits entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'hostilité historique entre la Turquie et l'Arménie, la défiance mutuelle entre la Grèce et la Turquie, des relations tendues entre la Russie et quelques états de CEMN - les anciennes républiques de l'URSS).

La CEMN comme une zone potentielle de libre-échange présente non seulement les perspectives pour la coordination de priorités politiques économiques étrangères mais elle aussi ouvre les contradictions économiques sérieuses d'états régionaux, leur incompatibilité économique. La politique coordonnée dans la domaine d'export-import peut assurer un certain équilibre d'intérêts, malgré des différences de la politique économique étrangère des membres de CEMN. Cependant, il est problématique de le réaliser cette coopération dans la CEMN. Les fonctions de règlement de commerce extérieur parmi des Etats membres s'exercent sur des niveaux différents : national - en Albanie, Bulgarie, Roumanie, Turquie, Ukraine; supranational - en Grèce (comme un membre de l'UE) et dans l'avenir - dans les Etats membres de la CEI. De plus, pour les états de CEMN sont caractérisé par des niveaux différents de participation dans le GATT/OMC. Des convergences substantielles parmi les paramètres du climat d'investissement compliquent le développement et la réalisation de projets mutuels d'investissement dans la CEMN.

2.2.2 Formation du système GUAM

Les intérêts nationaux de tels pays que l'Ukraine, Géorgie, Moldavie et Azerbaïdjan dans

la grande mesure coïncident l'un avec l'autre. Cette coïncidence d'intérêts a mené à la déclaration à Strasbourg en octobre 1997 de la création d'un nouveau bloc régional connu sous le nom conditionnel le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie).

Le GUAM est une formation de pays post-soviétiques égaux avec des orientations politiques et économiques semblables. Le GUAM, comme un bloc nouvellement formé diffère de la CEMN qui unit des états avec les niveaux différents de développement social et économique et de la CEI, où la domination russe est clairement évidente. La création du GUAM est indice de la formation des nouvelles structures d'intérêt économique et politique dans la CEI.

La CEI, en fait, a déjà une structure bipolaire : les états d'orientation pro-russe et ceux qui aspirent vers le développement indépendant et réalisent la politique étrangère indépendante.

2.2.2.1 Deux aspects moteurs de rapprochement

Les intérêts économiques mutuels d'états du GUAM sont principalement concentrés sur deux questions - le transport de hydrocarbures caspiens et l'acheminement de nouveaux itinéraires de transit par la région caucasienne. Ces pays recherche une diversification de transit du pétrole pour réduire la dépendance économique vis-à-vis de Moscou et celle du choix d'une voie la plus économique possible en évitant la Russie. Aujourd'hui l'idée d'un corridor de transport eurasien de transit du pétrole d'Azerbaïdjan de la mer Caspienne vers l'Europe via la Géorgie⁶⁰ a obtenu la signification réelle. D'autre part, la région de la mer Noire, y compris la Transcaucasie, a l'importance considérable comme un marché pour des marchandises ukrainiennes.

Pour l'Ukraine, l'impératif d'une indépendance est un élément moteur de sa politique étrangère. La dépendance de la Russie en matière énergétique est «stratégiquement défavorable»⁶¹ pour l'Ukraine. A cause du manque d'infrastructures, elle ne peut faire appel à d'autres fournisseurs. La priorité de Kiev est donc de réduire sa dépendance à Moscou. Pour ce faire, elle doit s'associer à des pays, comme elle, désireux de contourner la Russie.

L'Ukraine veut utiliser son importance stratégique comme un itinéraire de transit d'énergie aux états européens. L'utilisation de territoire ukrainien réduit en moitié la longueur du transit pétrolier du Moyen-Orient à l'Europe. Le couloir de transport du pétrole Ukraine - Géorgie est beaucoup plus court que les autres itinéraires alternatifs.

L'Ukraine a avancé une proposition d'un accord trilatéral entre l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan concernant la création d'un couloir de transport transcaucasien. Il est prévu la création d'une ligne de transport qui servira des passagers et frets et unira Baku, Tbilissi, Poti, Odessa et Kiev. La réalisation de ce projet devient une partie importante du couloir de transport TRACECA⁶².

Le deuxième aspect de coopération dans le GUAM est représentée par la sécurité

régionale et le problème de stabilité. Chacun états du GUAM est confronté a les situations conflictuelle qui ont en grande partie un contexte commun et sont inspirés par une source externe (Abkhazie, la Crimée, Karabakh, Transnistrie). Une similitude dans des problèmes de sécurité cause la gravitation mutuelle de pays l'un vers l'autre. La création de GUAM donne de nouvelles perspectives pour la solution de conflits présents par des efforts mutuels, dans une situation où l'intervention de structures internationales est bloquée par la Russie.

Depuis l'automne 1997, les quatre pays tendent à s'exprimer d'une seule voix. Ils indiquaient leurs intérêts stratégiques communs et affirmaient l'intention de renforcer leurs liens politiques, économiques et leur coopération sur des bases bilatérales et au sein d'organisations régionales ainsi que leur intérêt commun pour les questions de sécurité régionale. A l'occasion de la réunion de l'OSCE (Standing Committee) à Vienne le 5 novembre 1997, c'est l'Ukraine qui fait un discours au nom des quatre pays évoquant leurs problèmes similaires (Karabakh, Transnistrie...) et émettant une protestation vis-à-vis de Moscou sur le non-retrait de la 10e armée russe stationnée en Moldavie, la fourniture d'armes à l'Arménie ou l'absence d'objectivité des forces de maintien de la paix en Abkhazie. Par ailleurs, l'accord «Flank Limitations Agreement» modifiant le traité de 1990 sur les Forces conventionnelles en Europe permet à la Russie de déployer un nombre plus important d'armes en Transcaucasie, en Ukraine et en Moldavie. La Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Moldavie ont ratifié le traité quelques jours avant la date limite et exprimé par ce geste leur doute sur les concessions obtenues par la Russie⁶³. De plus, les membres de l'Alliance semblent intéressés par une coopération militaire entre eux.

A chaque occasion, le GUAM affirme qu'il n'est pas dirigé contre Moscou⁶⁴. Mais face à ces rapprochements, Moscou exprime clairement ses craintes dénonçant les efforts faits par les pays de GUAM pour accroître leur coopération entre eux - une coopération redoutée par Moscou parce que perçue comme dirigée contre elle⁶⁵. Moscou redoute une alliance à orientation pro-occidentale, car ses membres pourraient souhaiter un rapprochement avec l'OTAN.

2.2.2.2 Relations bilatérales avec les pays-riveraines de la mer Noire

Les relations entre l'Ukraine et la Géorgie sont les plus développées au sein de GUAM. La dépendance énergétique géorgienne est semblable avec celle de l'Ukraine (85 % de l'énergie géorgienne proviennent du pétrole de Russie et du gaz de Russie et du Turkménistan⁶⁶). Elle reçoit aussi du pétrole et des produits pétroliers d'Azerbaïdjan. En même temps la Géorgie, possède elle-même seize gisements pétroliers, mais des gisements de faible capacité⁶⁷. Les dettes extérieures créées par ces importations représentent 65 % du PIB.

Aujourd'hui, le pétrole de Kazakhstan est transporté via la Géorgie par la route Tengiz - Aktou - Bakou - Batoumi⁶⁸. La Géorgie offre une route d'oléoduc qui permettrait de réduire le

coût du transport du pétrole en provenance de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale. On peut ajouter à cela le fait que l'oléoduc passant par l'Ossétie du Nord soit désormais inutilisable pour souligner combien la question énergétique est sensible en Géorgie⁶⁹ (annexe 7).

L'Ukraine porte un intérêt tout particulier aux ports géorgiens de Poti et Batoumi - points de départ du transport maritime de nombreuses matières premières vers l'Occident - et à la flotte géorgienne, - pré-conditions à l'exercice d'une influence sur la politique géorgienne. La Géorgie, qui n'a pas réussi à obtenir sa part dans le partage de la flotte de la mer Noire, s'est vu offrir par l'Ukraine des navires de combat⁷⁰. L'Ukraine, qui a toujours officiellement soutenu la Géorgie dans sa revendication d'une partie de la flotte^{71 72}, souhaite «aider la Géorgie à construire sa propre flotte et créer une zone de sécurité dans la mer Noire»⁷³. La Géorgie, quant à elle souhaite que l'Ukraine l'aide à moderniser son armement⁷⁴ et forme ses officiers. Enfin un projet d'une conjointes a souvent été évoqué entre les deux pays notamment dans l'optique d'une résolution du conflit abkhaze.

Néanmoins, l'instabilité de la situation politique en Géorgie, particulièrement dans Abkhazie, peut endommager des intérêts ukrainiens dans la région.

Ukraine - Azerbaïdjan. L'intérêt de l'Azerbaïdjan dans les marchandises de l'Ukraine et l'appui politique est un facteur important dans l'intensification de coopération entre les deux états. Il y a un dialogue concernant la possibilité de l'extraction commune de gaz et des gisements de pétrole, notamment en Ukraine et aussi le transit du pétrole à travers le territoire ukrainien.

L'Azerbaïdjan, comme l'Ukraine, s'est opposé à la création d'une structure supranationale dans le cadre de la CEI ou à la création de mécanismes politiques et militaires et souhaite se démarquer de Moscou et de la CEI^A. Bakou a également refusé une défense aérienne commune dans le cadre de la CEI ainsi que la présence de bases russes sur son territoire ou de gardes-frontières sur sa frontière commune avec l'Iran, et aujourd'hui, il recherche une coopération plus étroite avec l'OTAN⁷⁵.

L'Ukraine se prononce pour l'intégrité de l'Azerbaïdjan et s'est proposée d'envoyer des forces de maintien de la paix au Nagorno-Karabakh et en Abkhazie (proposition qui, en outre, remet en question le monopole russe des forces de maintien de la paix dans la CEI).

La position de Kiev sur la question de Karabakh la place automatiquement dans la confrontation avec Erevan et Moscou. La Russie a le partenariat stratégique avec l'Arménie, où la 4ème armée forte d'environ 20,000 hommes est déployée. La Russie a fourni l'Arménie l'armement pour un milliard de dollar. D'autre part, l'Arménie a rendu publique l'information

^A L'Azerbaïdjan a adhéré à la CEI en septembre 1993.

selon lequel l'Azerbaïdjan dans 1993-1996 "illégalement obtenu" une grande quantité d'armes, en partie de l'Ukraine.

Ukraine - Moldavie. Les relations entre les deux états sont déterminées par des conditions géopolitiques semblables, des frontières communes, des économies connectées et par des liens traditionnels historiques et culturels. Les deux états suivent le principe de neutralité politico-militaire. Une base législative solide a été créée dans la domaine de relations commerciales et économiques⁷⁶.

La participation de Moldavie dans le système de GUAM est aussi déterminée par ses aspirations de diversifier sa propre politique d'énergie qui dépend de l'approvisionnement russe de pétrole et de gaz. Un transit bien fonctionné de marchandises par l'Ukraine et la Roumanie est très important pour l'économie de Moldavie. Des intérêts économiques prévoient le développement commun de l'exploitation commune de ports de Danube.

Kiev intéressé à la stabilisation de conflit dans la Transnistrie joue un rôle du garant de paix dans cette région. Rappelons aussi qu'en 1993, l'Ukraine et la Moldavie avaient signé un accord les faisant alliés contre Moscou en cas de soutien russe à la république sécessionniste⁷⁷. La présence russe en Transnistrie constitue une menace militaire russe sur le flanc sud de l'Ukraine. A cette occasion, l'Ukraine déclare vouloir prendre une part active à la régulation de ces conflits⁷⁸. Il y a une décision pour impliquer les militaires ukrainiens dans le processus de conciliation dans la Transnistrie et inclure l'Ukraine dans le Comité Uni de Contrôle.

Dans le cadre de l'Acte de Helsinki et les normes de droit international, l'Ukraine maintient la position de non-intervention dans les affaires internes de pays avoisinants et soutient le principe du respect absolu de l'intégrité territoriale et la souveraineté de Moldavie dans les frontières d'ancien République Soviétique de Moldavie. L'Ukraine est intéressée au retrait rapide le groupement militaire russe forte d'environ 3500-3700 hommes déployé en Transnistrie et particulièrement dans la liquidation du dépôt de munitions sur cette territoire.

La formation de GUAM guidée par l'Ukraine et appuyée par d'autres états qui comprennent tous les avantages de formations régionales basées sur les principes d'égalité est le début de nouveaux processus intégrateurs extrêmement importants sur le territoire de l'ancienne URSS.

2.3 Ukraine dans les enjeux pétroliers et gaziers caspiens

Prenant en compte l'existence de dépôts géants pétroliers et du gaz dans la région caspienne, l'Ukraine par sa position aboutit une importance en vue d'acheminement de

hydrocarbures le long de l'axe "Est-Ouest" aussi bien que le long de l'axe "Sud-Nord" (annexe 8). L'utilisation de territoire ukrainien réduit plus que deux fois la longueur du transit pétrolier du Moyen-Orient (via la Turquie et la mer Noire) en Europe. Le couloir de transport Ukraine - Géorgie est beaucoup plus court que des itinéraires alternatifs par la Turquie ou par la Russie.

Comme un itinéraire stratégique de la transportation d'énergie en Europe et le fait de tenir compte de capacités de traitement de hydrocarbures, l'Ukraine a une occasion de devenir un facteur significatif dans la sécurité économique européenne. Avec la mise en œuvre du terminal pétrolier Odessa l'Ukraine aura des possibilités considérables de régler des flux pétroliers du Moyen-Orient et de la mer Caspienne à l'Europe. Ainsi il aura une influence sur l'équilibre géopolitique de l'espace eurasiatique entier.

Il est évident que ce jeu de circonstances provoque un mécontentement de la Russie, intéressée à la transportation de ses propres hydrocarbures vers l'Europe. La mise en exploitation d'un itinéraire pétrolier via le terminal Odessa causera que la Fédération de Russie perd ses positions dans le Moyen-Orient, à l'avantage de l'Ukraine. C'est probablement une des raisons de l'activation de politique russe dans la région. En même temps, avec le développement d'itinéraires alternatifs, l'Ukraine est aussi intéressée à la transportation de hydrocarbures russes et de l'Asie centrale par son territoire, ce fait exige un rapprochement correspondant avec la Russie.

Pendant, il est évident que l'Ukraine a en partie perdu ses positions dans cette région. Les signes plus évidents sont la perte partielle du contrôle de la flotte de la mer Noire, les marchés perdus de Balkans à la suite de l'arrêt du réseau de transport de Danube, des difficultés avec le développement d'un couloir caucasien de transport d'énergie et le terminal pétrolier Odessa dont la construction pas encore achevée etc. Ces facteurs pourraient objectivement diminuer des perspectives pour le leadership régional de l'Ukraine. D'où la nécessité de renforcer ses positions stratégiques dans la région de la mer Noire, former des relations plus proches avec les états balkaniques et des pays caucasiens dont l'adhésion dans des systèmes de sécurité régionaux reste encore problématique.

Depuis 1992, suite à sa politique inconséquente l'Ukraine emploie improprement son occasion réelle d'obtenir une place principale parmi les transporteurs régionaux "de grande pétrole" et risque d'être exclue de ce processus. En même temps la Russie a non seulement activement développé des couloirs de transport autour de l'Ukraine (Yamal – Pologne - Europe, Baku – Novorossisk), mais a aussi fortement défendu ses intérêts nationaux. En conséquence, l'Ukraine reste dans un blocus énergétique de tous les côtés et a significativement perdu les bases économiques de sa souveraineté et sa valeur géopolitique pour l'Ouest. Dans ces circonstances l'Ukraine doit agir vite avec une ferme détermination. Si aucune décision radicale n'est faite dans

les mois à venir, l'Ukraine peut perdre son indépendance économique et restera pour toujours aux faubourgs de l'Europe, un pays d'occasions non réalisées avec une forte dépendance énergétique de la Russie.

2.4 Ukraine vers une diversification des ressources énergétiques

L'Ukraine est le plus gros consommateur de gaz naturel russe dans la CEI⁷⁹ et troisième consommateur mondial de gaz. La Russie est pratiquement son seul fournisseur en pétrole (85 % des importations⁸⁰) et sa principale source d'approvisionnement en gaz naturel (69 %)⁸¹. Sa recherche de fournisseurs l'a conduite les 14 et 15 octobre 1997 à passer commande de 5 millions de tonnes de pétrole du Kazakhstan⁸². Dans sa recherche de sources d'énergie alternatives, elle a développé des relations économiques avec l'Iran. Elle souhaite faire venir du pétrole et du gaz iranien par la Turquie contournant la Transcaucasie revenue dans la sphère d'influence de la Russie. Mais le projet de transit du pétrole de l'Iran vers l'Ukraine par l'Azerbaïdjan a été ajourné en faveur de la Turquie⁸³.

Mais la nécessité pour l'Ukraine de gagner progressivement son indépendance énergétique devra néanmoins l'obliger à maintenir dans ce domaine, une coopération active. Le 18 juin un accord pour la construction d'un oléoduc destiné à transporter le pétrole du Moyen-Orient vers l'Ukraine (dont la demande s'accroît régulièrement), est signé entre l'Ukraine et la Turquie⁸⁴.

L'oléoduc prévu entre le port méditerranéen de Ceyhan (Turquie) et le port de Samsun (Géorgie) dans la mer Noire devrait avoir une capacité de 25 millions de tonnes (certaines sources indiquent jusqu'à 40) de brut par an.

Conclusion

L'Ukraine avec ses voisins du Sud-Est - les états de mer Noire, le Transcaucasie et l'Asie Centrale - tiennent des positions importantes dans l'espace géopolitique eurasiatique. La signification stratégique de la région consiste principalement aux couloirs de transport qui la traversent. Ceux-ci connectent des centres européens avec les ressources naturelles des pays de l'Asie du Moyen-Orient et Centrale et s'entendent vers les grands marchés d'états fortement peuplés à l'océan Indien et la région d'Asie Pacifique. D'autre part, la région de la mer Noire connecte l'Europe du Nord-Est et l'Europe Centrale avec des pays méditerranéens et forme une zone mutuelle d'intérêts économiques et politiques en Europe et l'Asie.

La position de l'Ukraine en Europe, aux carrefours de trois grandes masses géopolitiques

- Euro-Atlantique, Eurasien et Islamique - est décisive pour le destin de l'Ukraine comme un état. Cette situation porte un certain avantage et cause aussi beaucoup de problèmes significatifs. En tout cas, cette position

Prenant en compte l'existence de dépôts géants du pétrole et du gaz dans la région caspienne, l'Ukraine par sa position est pays perspectif en vue d'acheminement de hydrocarbures le long de l'axe "Est-Ouest" aussi bien que le long de l'axe "Sud-Nord". L'utilisation de territoire ukrainien plus diminue plus que deux fois la longueur de l'acheminement du pétrole du Moyen-Orient (via la Turquie et la Mer Noire) en Europe. L'Ukraine a une occasion de devenir un facteur significatif dans la sécurité économique européenne.

La croissance du statut d'Ukraine dans le transit pétrolier vers l'Europe porte une contradiction avec les intérêts de la Russie intéressée au transport de ses propres hydrocarbures. C'est une des raisons de l'activation de politique russe dans la région. En même temps, avec le développement d'itinéraires alternatifs, l'Ukraine est aussi intéressée à la transportation de hydrocarbures russes et de l'Asie centrale par son territoire, ce fait exige un rapprochement correspondant avec la Russie.

Dans une dimension sous-régionale l'Ukraine reste un grand état régional avec le potentiel significatif, qui lui donne une occasion de réaliser la politique active concernant la réalisation de ses propres intérêts. Comme un itinéraire stratégique de transit pétrolier pour l'économie de l'Europe occidentale, l'Ukraine devient un centre pour le règlement des intérêts géoéconomiques globaux. L'Ukraine est intéressée tant dans la création de conditions favorables pour le transport d'énergie par son territoire et que dans le développement des itinéraires alternatifs de leur transport. Le règlement de conflits dans les Balkans, Transnistrie et le Caucase a d'importance essentielle pour l'Ukraine.

Cependant, il est évident que l'Ukraine a en partie perdu ses positions dans cette région. Les signes plus évidents sont la perte partielle du contrôle de la flotte de la Mer Noire, les marchés perdus de Balkans à la suite de l'arrêt du réseau de transport de Danube, des difficultés avec le développement d'un couloir caucasien de transport d'énergie et le terminal pétrolier Odessa dont la construction pas encore achevée etc. Ces facteurs pourraient objectivement diminuer des perspectives pour le leadership régional de l'Ukraine. D'où la nécessité de renforcer ses positions stratégiques dans la région de la Mer Noire, former des relations plus proches avec les états balkaniques et des pays caucasiens dont l'adhésion dans des systèmes de sécurité régionaux reste encore problématique.

Depuis 1992, suite à sa politique inconséquente l'Ukraine emploie improprement son occasion réelle d'obtenir une place principale parmi les transporteurs régionaux "de grande pétrole caspien" et risque d'être exclue de ce processus. En conséquence, l'Ukraine reste dans un

blocus énergétique de tous les côtés et a significativement perdu les bases économiques de sa souveraineté et sa valeur géopolitique pour l'Ouest.

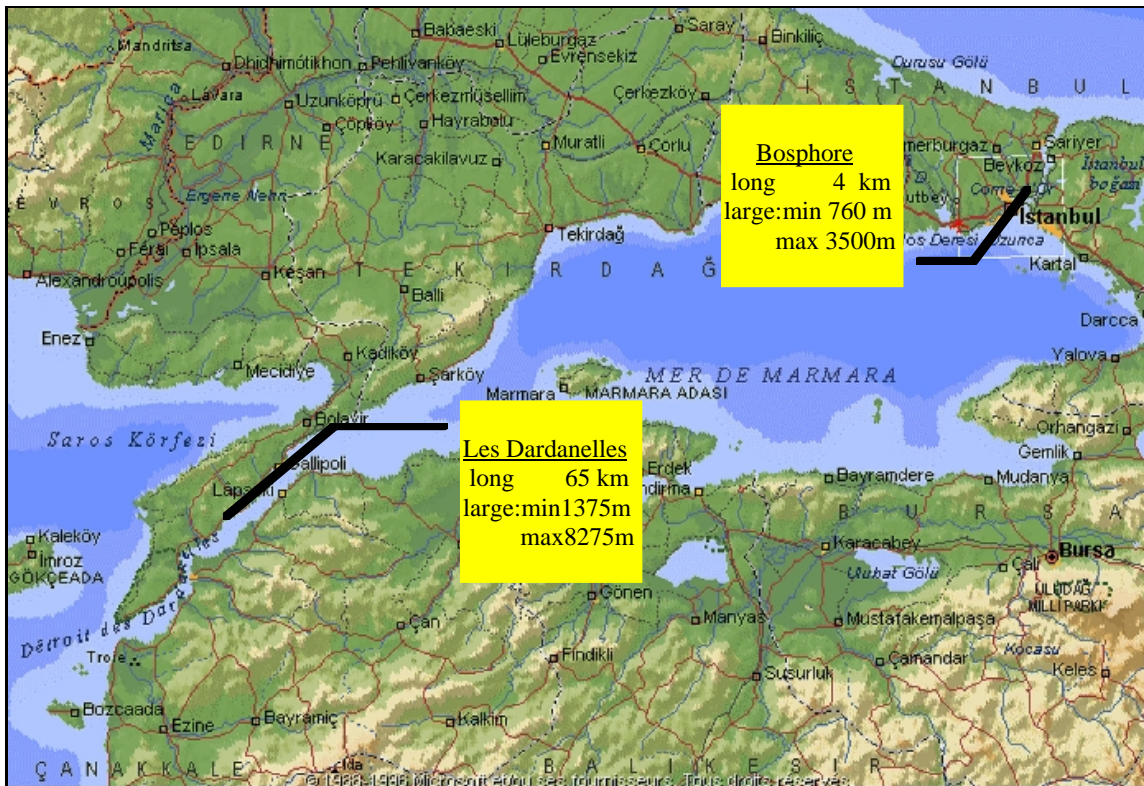
Dans ces circonstances l'Ukraine doit agir vite avec une ferme détermination. Si aucune décision radicale ne soit prise dans les mois à venir, l'Ukraine peut perdre son indépendance économique et restera pour toujours aux faubourgs de l'Europe avec une forte dépendance énergétique de la Russie.

Annexes

Annexe 1

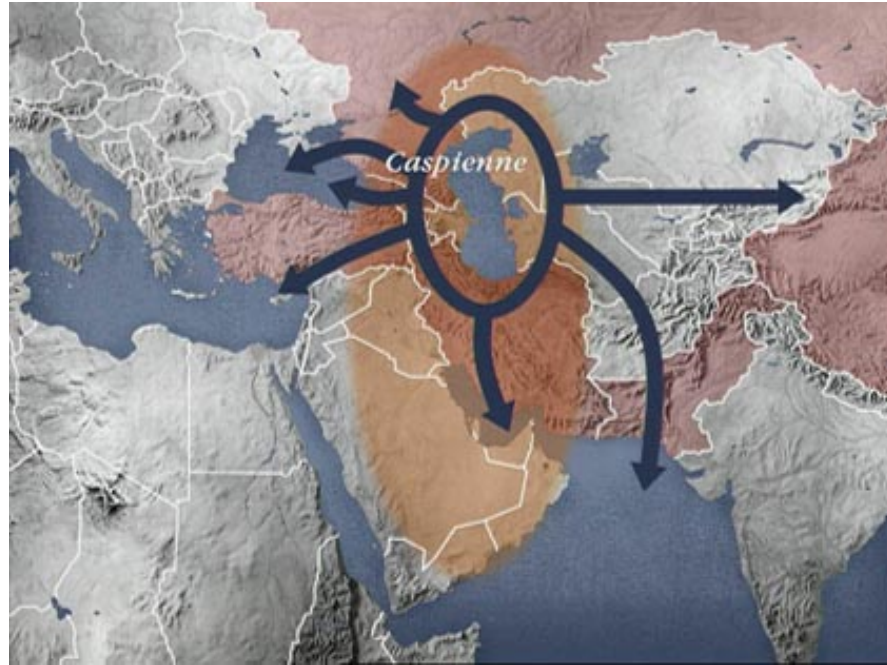
Carte de la région de la mer Noire.

(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



Annexe 2

La question de l'évacuation pétrolière de la mer Caspienne.
(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



La question du transport du pétrole de la Caspienne.

Le deuxième grand enjeu réside dans l'évacuation des hydrocarbures ; plusieurs voies sont possibles : Par le nord, par les anciens réseaux existant dans l'ex-URSS, mais les pays nouvellement indépendants ne veulent pas de retour à cette dépendance ; Par le sud, c'est à dire par l'Iran, mais le Congrès des Etats-Unis interdit tout investissement, et cherche à y exercer le maximum de pression, Par l'ouest, c'est à dire la Géorgie et la Turquie. Mais là c'est la Russie qui fait des pressions, et il y a de toute façon l'instabilité politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan Par l'est, enfin , et c'est ce que souhaiteraient la Chine et le Japon . Car il est clair qu'ils auront de plus en plus de poids comme futurs importateurs / consommateurs.

Annexe 3

Tableau 1. Dépenses en matière de défense (1992 et 1999) et effectifs militaires (1992 et 1999) des Etats de la mer Noire

	Russie	Turquie	Ukraine	Bulgarie	Grèce
Dépenses en matière de défense (millions de dollars américains, prix actuels)					
1992	47 220	4 140	4 320	1 310	4 400
1999	56 800	10,183	1 400	392	5 206
Forces armées (milliers)					
1992	2 030	480	438	99	159
1999	1 004	639	303,8	80,8	165,6

Source : The Military Balance 1993-1994, Brassey's pour l'IISS, Londres, 1994 ; The Military Balance 1999-2000, Oxford University Press pour l'IISS, Oxford, 2000.

Annexe 4

Carte de l'Azerbaïdjan : le pétrole caspien et conflit de Haut Karabakh.
(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



Annexe 5

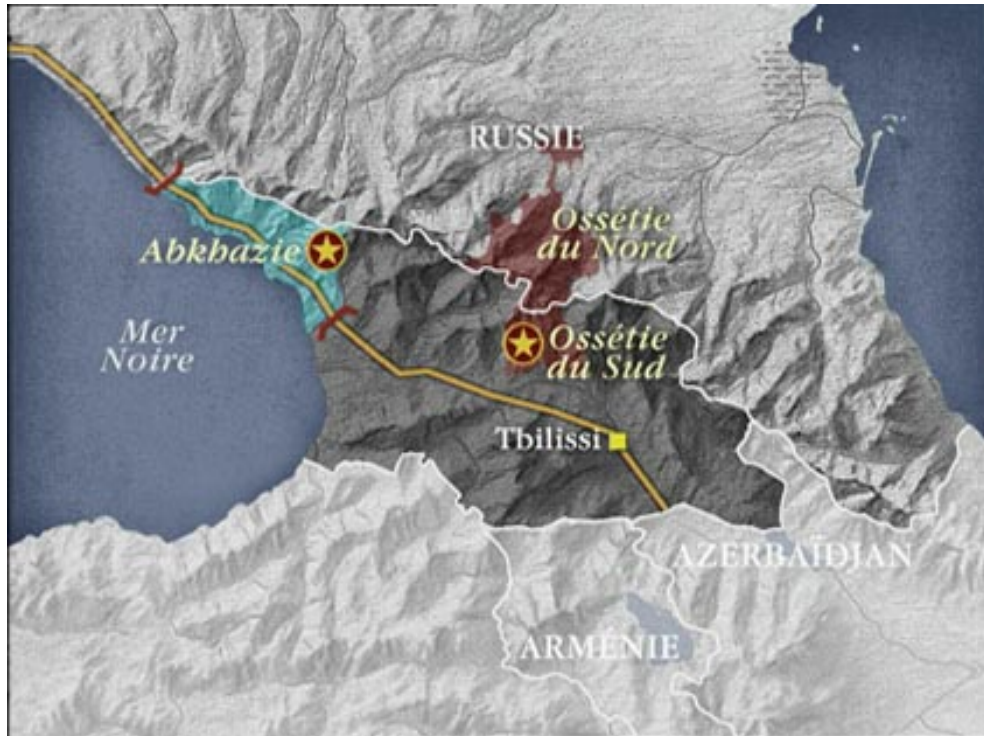
Turquie

(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



Annexe 6

Carte de la Géorgie : face au séparatisme d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud
(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



Le conflit ossète et le conflit abkhase.

Le premier conflit, en Ossétie du sud, s'est arrêté avec l'arrivée d'une force d'interposition russe. Ce qui était doublement bien joué pour Moscou : affaiblir le pouvoir de Tbilissi, et positionner des forces militaires russes des deux côtés du Caucase. Le second, en Abkhazie, où les affrontements se sont arrêtés dès que la Géorgie a déclaré vouloir adhérer à la CEI, et accepter un accord de sécurité avec Moscou. Cet accord prévoit notamment la présence de quatre bases militaires russes en Géorgie, Moscou retrouvant ainsi les anciennes bases de l'Union Soviétique.

Annexe 7

L'accès maritime russe

(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



Ukraine : les oléoducs existants et perspectifs.

(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur



BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

1. BLACKWILL R.D. et STURMER M. (dir.), *Allies Divided; Transatlantic Policies for the Greater Middle East*, CSIA Studies in International Security, The MIT Press, Cambridge, MA, 1997.
2. BRADBURY J., *Caspian Calling*, Euroil, vol. 9, n. 5, mai 1998, p. 35 .
3. COOK M.Frank, *L'Ukraine et ses forces : un nouvel acteur sur la scène européenne*, Bruxelles ; Commission de la défense et de la sécurité, Assemblée parlementaire de l'OTAN, 11/1999, pp.1-22.
4. COPPIETERS B. (dir.), *Contested Borders in the Caucasus*, VUP Press, Bruxelles, 1996.
5. DAWISHA A. et K. (dir.), *The Making of Foreign Policy in Russia and the New States of Eurasia*, M.E. Sharpe, Londres et New York, 1995.
6. FOUCHER Michel, *Transition géopolitique sur le continent eurupéen ; Mutations dans l'isthme mer Baltique-mer Noire*, Paris, Fodation Etudes Défense, 1998.
7. KARAGANOV S.A. (dir.), *Damage Limitation or Crisis? Russia and the Outside World*, Brassey's, Washington et Londres, 1994.
8. KEMP G., *Energy Superbowl - Strategic Politics and the Persian Gulf and Caspian Basin*, Nixon Center for Peace and Freedom, Washington, DC, 1997, pp. 14-17.
9. KUZIO Taras, *Ukrainian Security Policy*, The Washington Papers, 1995. P.167.
10. MORRISON J., "Pereyaslav and after: the Russian-Ukrainian relationship", *International Affairs*, vol. 69, n. 4, 1993, p. 677.
11. NATION Craig (dir.), *Turkey Between East and West, New Challenges for a Rising Regional Power*, Westview Press, Oxford, 1996, p. 87.
12. RITTENBERG Libby (dir.), *The Political Economy of Turkey in the Post-Soviet Era, Going West and Looking East?*, Westport, London, Connecticut, 1998, p. 106.
13. THUAL François, *Le désir de territoire*, Paris, ELLIPSE, 1999, pp.65-71.

II. Articles

2.2. Publication des revues ou journaux

1. "A Caspian gamble", *A Survey of Central Asia*, The Economist, 7 février 1998, p. 6.
2. ALLISON Roy, "Military Forces in the Soviet Successor States", *Adelphi Paper*, n. 280, octobre 1993.
3. ARBATOV A., "Russia's Foreign Policy Alternatives", *International Security*, vol. 18, n. 2, Moscou, automne 1993, p. 5.

4. BARHAM J., "Turkey builds pipeline accord", Financial Times, 13 mars 1998, p. 4.
5. BJZEZINSKI Z., "In Ukraine, Cold War still seems to rage; West and Russia compete with economic aid, war games", The Wall Street Journal, 30 mai 1997, p. 14.
6. BRADBURY J., "Caspian Calling", Euroil, vol. 9, n. 5, mai 1998, p. 35.
7. Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine, Madrid, 9 juillet 1997.
8. CONNELLY D.A., "Black Sea Economic Cooperation", RFE/RL, vol. 3, n. 26, 1er juillet 1994, p.
9. Day, Kiev, 12 octobre 2000.
10. DE SPIEGELEIRE Stephan, "Du découplage au recouplage - Une nouvelle relation de sécurité entre la Russie et l'Europe occidentale?", Cahier de Chaillot n. 31, UEO, Institut d'Etudes de Sécurité, Paris, avril 1998.
11. « Développement durable du bassin de la mer Méditerranée et de la mer Noire », Assemblée parlementaire du CE, septembre 1998.
12. DION R.R., "Cutting up the Caspian", The World Today, vol. 54, n. 3, mars 1998, p. 80.
13. Discours du Président ukrainien L.D.Kuchma pendant la Conférence Les Nouvelles perspectives dans la Région de la Mer Noire, Istanbul, le 28 avril 1997.
14. « Douze nouveaux États indépendants issus de l'URSS, la CEI », Le Courrier des pays de l'Est, Documentation française, mars-avril 1995.
15. ELEKDAG S., "2 1/2 War Strategy", Perceptions: Journal of International Affairs, vol. 1, n. 1, 1996, pp. 53-54.
16. FORSYTHE R., "The politics of oil in the Caucasus and Central Asia", Adelphi Paper 300, mai 1996.
17. FULLER E., "Transcaucasus - Doomed to Strategic Partnership", Transition, vol. 2, n. 23, 15 novembre 1996, p. 29.
18. FULLER L., "Seeking New Models of Cooperation", War Report, n. 55, octobre 1997, p. 21.
19. FULLER Liz, « Introducing the other GUAM », RFE/RL Newline, 2 décembre 1997,.
20. GOBLE Paul, "Russia/Ukraine, Analysis from Washington - A Victory for Ukraine", RFE/RL, 3 juillet 1997.
21. Interview de Leonid Koutchma, Politique internationale, Hiver 1996-1997, n° 74.
22. Izvestia, Moscou, 11 octobre 1999.
23. KAHN Michèle, « Ukraine, repères économiques », in Marc Ferro (dir.), op cit.. p. 246.
24. KARAGANOV S., "The Participation of Russia in the Black Sea Economic Cooperation: Expectations and Concerns", document présenté pour l'ELIAMEP, Moscou, novembre 1996.
25. KINZER Stephen, "A New Big-Power Race Starts on a Sea of Crude", The New York Times, 24 janvier 1999.

26. KUZIO Taras, « Ukraine's Security Dilemmas », *Jane's Intelligence Review*, janvier 1996.
27. LARRABEE F. Stephen, "U.S. and European policy towards Turkey and the Caspian Basin", R.D. Blackwill., 1996
28. « La signature du traité de Kiev va permettre un retour de la Marine russe en Méditerranée », BRAM, 1997, pp.6-11.
29. « Les organisation sous-régionales en Europe et leur dimension parlementaire », Europe centrale et méridionale, Assemblée de l'UEO, septembre 2000.
30. LITVAK K., "The role of political competition and bargaining in Russian foreign policy: the case of Russian policy toward Moldova", *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 29, n. 2, 1996, p. 213.
31. McCONNEL Donald, "La Charte aidera l'Ukraine à retrouver sa juste place en Europe", *Revue de l'OTAN*, juillet-août 1997, p. 22
32. MHITARYAN N., « Turkish-Ukrainian relations », Ankara, *Eurasian studies*, n 2, 1996, pp.2-13.
33. "New Round of Minsk Group Consultations", RFE/RL, *Caucasus Report*, vol. 1, n. 30, 22 septembre 1998.
34. OKMAN C., "Turkish Perceptions Regarding the Black Sea Economic Cooperation", Background Paper, ELIAMEP, Athènes, octobre 1996, pp. 1-2.
35. PIRELLI Dominique, « L'enjeu pétrolier dans le Caucase », *La Documentation française*. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie.
36. RUSSELL J., « L'Ukraine et la sécurité européenne », Bruxelles, l'UEO, 1995, pp.1-20.
37. Sevodnya, Kiev, 11 octobre 2000.
38. SHAKOOR A., "The U.S. Interest and its Security Policies", *Eurasian Studies*, vol. 2, été 1995, p. 17
39. SYNOVITZ R., "Russia/Kazakhstan: Nazarbayev Ink Accord On Caspia Oil Rights", RFE/RL, 6 juillet 1998.
40. *The Military Balance 1999-2000*, Oxford University Press pour l'IISS, Oxford, 2000.
41. VALINAKIS Yannis, *La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe*, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, 1999.
42. « Transport et géostratégie au sud de la Russie », *Le Monde diplomatique*, p.18-19, juin 1998.
43. ZAITSEV A., "Russia and Transcaucasia", *International Affairs*, vol. 43, n. 5, Moscou, 1997, p. 182.

44. « Ukraine 2000 and beyond : Géopolitical Priorities and scenarios of Development », The monograph of the National Institute for Strategic Studies and National Institute for Ukrainian-Russian Relations ; Kiev, NISS, 1999.
45. « Unlocking the Assets: Energy and the Future of Central Asia and the Caucasus », Main Study, James A. Baker III Institute for Public Policy, avril 1998.

2.2. Articles électroniques

1. "Operations in Georgia", UNHCR 1999, Global Appeal, HCR, Genève, 1999 (<http://www.unhcr.world/euro/georgia.htm>).
2. "Operations in Russian Federation", UNHCR 1999 Global Appeal, HCR, Genève, 1999 (<http://www.unhcr.ch/fdrs/ga99/rus.htm>).

"Operations in Armenia", UNHCR Global Appeal, HCR, Genève, 1999
(<http://www.unhcr.ch/fdrs/ga99/arm.htm>).

RÉFÉRENCES

-
- ¹ VALINAKIS Yannis, *La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe*, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, 1999.
- ² BJZEZINSKI Z., "In Ukraine, Cold War still seems to rage; West and Russia compete with economic aid, war games", *The Wall Street Journal*, 30 mai 1997, p. 14.
- ³ THUAL François, *Le désir de territoire*, Paris, ELLIPSE, 1999, pp.65-71.
- ⁴ DAWISHA A. et K. (dir.), *The Making of Foreign Policy in Russia and the New States of Eurasia*, M.E. Sharpe, Londres et New York, 1995 ;
- ⁵ "A Caspian gamble", *A Survey of Central Asia*, *The Economist*, 7 février 1998, p. 6.
- ⁶ BRADBURY J., "Caspian Calling", *Euroil*, vol. 9, n. 5, mai 1998, p. 35.
- ⁷ KEMP G., *Energy Superbowl - Strategic Politics and the Persian Gulf and Caspian Basin*, Nixon Center for Peace and Freedom, Washington, DC, 1997, pp. 14-17
- ⁸ SYNOVITZ R., "Russia/Kazakhstan: Nazarbayev Ink Accord On Caspia Oil Rights", *RFE/RL*, 6 juillet 1998.
- ⁹ BLACKWILL R.D. et STURMER M. (dir.), *Allies Divided; Transatlantic Policies for the Greater Middle East*, *CSIA Studies in International Security*, The MIT Press, Cambridge, MA, 1997.
- ¹⁰ KINZER Stephen, "A New Big-Power Race Starts on a Sea of Crude", *The New York Times*, 24 janvier 1999.
- ¹¹ DION R.R., "Cutting up the Caspian", *The World Today*, vol. 54, n. 3, mars 1998, p. 80.
- ¹² *Sevodnya*, Kiev, 11 octobre 2000.
- ¹³ BARHAM J., "Turkey builds pipeline accord", *Financial Times*, 13 mars 1998, p. 4.
- ¹⁴ COPPIETERS B. (dir.), *Contested Borders in the Caucasus*, VUP Press, Bruxelles, 1996.
- ¹⁵ FOUCHER Michel, *transition géopolitique sur le continent eurupéen ; Mutations dans l'isthme mer Baltique-mer Noire*, Paris, Fodation Etudes Défense, 1998.
- ¹⁶ KARAGANOV S., "The Participation of Russia in the Black Sea Economic Cooperation: Expectations and Concerns", document présenté pour l'ELIAMEP, Moscou, novembre 1996.
- ¹⁷ MORRISON J., "Pereyaslav and after: the Russian-Ukrainian relationship", *International Affairs*, vol. 69, n. 4, 1993, p. 677.
- ¹⁸ GOBLE Paul, "Russia/Ukraine, Analysis from Washington - A Victory for Ukraine", *RFE/RL*, 3 juillet 1997.
- ¹⁹ LITVAK K., "The role of political competition and bargaining in Russian foreign policy: the case of Russian policy toward Moldova", *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 29, n. 2, 1996, p. 213.

-
- ²⁰ "Operations in Georgia", UNHCR 1999, Global Appeal, HCR, Genève, 1999 (<http://www.unhcr.world/euro/georgia.htm>).
- ²¹ "Operations in Russian Federation", UNHCR 1999 Global Appeal, HCR, Genève, 1999 (<http://www.unhcr.ch/fdrs/ga99/rus.htm>).
- ²² "Operations in Armenia", UNHCR Global Appeal, HCR, Genève, 1999 (<http://www.unhcr.ch/fdrs/ga99/arm.htm>).
- ²³ Izvestia, Moscou, 11 octobre 1996.
- ²⁴ The Military Balance 1997-1998, Oxford University Press pour l'IISS, Oxford, 1997. Alors que la Russie et l'Ukraine ont réduit leur potentiel militaire, les dépenses de la Turquie dans ce domaine n'ont cessé d'augmenter.
- ²⁵ SHAKOOR A., "The U.S. Interest and its Security Policies", Eurasian Studies, vol. 2, été 1995, p. 17.
- ²⁶ ALLISON Roy, "Military Forces in the Soviet Successor States", Adelphi Paper, n. 280, octobre 1993.
- ²⁷ FULLER E., "Transcaucasus - Doomed to Strategic Partnership", Transition, vol. 2, n. 23, 15 novembre 1996, p. 29.
- ²⁸ DE SPIEGELEIRE Stephan, "Du découplage au recouplage - Une nouvelle relation de sécurité entre la Russie et l'Europe occidentale?", Cahier de Chaillot n. 31, UEO, Institut d'Etudes de Sécurité, Paris, avril 1998.
- ²⁹ Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine, Madrid, 9 juillet 1997.
McCONNEL Donald, "La Charte aidera l'Ukraine à retrouver sa juste place en Europe", Revue de l'OTAN, juillet-août 1997, p. 22.
- ³⁰ Day, Kiev, 12 octobre 2000.
- ³¹ KARAGANOV S.A. (dir.), Damage Limitation or Crisis? Russia and the Outside World, Brassey's, Washington et Londres, 1994
- ³² ARBATOV A., "Russia's Foreign Policy Alternatives", International Security, vol. 18, n. 2, Moscou, automne 1993, p. 5.
- ³³ ZAITSEV A., "Russia and Transcaucasia", International Affairs, vol. 43, n. 5, Moscou, 1997, p. 182.
- ³⁴ The Current Digest, vol. XLIX, n. 50, 14 janvier 1998
- ³⁵ FULLER L., "Seeking New Models of Cooperation", War Report, n. 55, octobre 1997, p. 21.
- ³⁶ CONNELLY D.A., "Black Sea Economic Cooperation", RFE/RL, vol. 3, n. 26, 1er juillet 1994, p. 37.
- ³⁷ "New Round of Minsk Group Consultations", RFE/RL, Caucasus Report, vol. 1, n. 30, 22 septembre 1998.

-
- ³⁸ FORSYTHE R., "The politics of oil in the Caucasus and Central Asia", Adelphi Paper 300, mai 1996
- ³⁹ LARRABEE F. Stephen, "U.S. and European policy towards Turkey and the Caspian Basin", R.D. Blackwill., 1996.
- ⁴⁰ KINZER Stephen, "A New Big-Power Race Starts on a Sea of Crude", The New York Times, 24 janvier 1999, p.11.
- ⁴¹ « Unlocking the Assets: Energy and the Future of Central Asia and the Caucasus », Main Study, James A. Baker III Institute for Public Policy, avril 1998.
- ⁴² ELEKDAG S., "2 1/2 War Strategy", Perceptions: Journal of International Affairs, vol. 1, n. 1, 1996, pp. 53-54
- ⁴³ OKMAN C., "Turkish Perceptions Regarding the Black Sea Economic Cooperation", Background Paper, ELIAMEP, Athènes, octobre 1996, pp. 1-2.
- ⁴⁴ NATION Craig (dir.), Turkey Between East and West, New Challenges for a Rising Regional Power, Westview Press, Oxford, 1996, p. 87.
- ⁴⁵ RITTENBERG Libby (dir.), The Political Economy of Turkey in the Post-Soviet Era, Going West and Looking East?, Westport, London, Connecticut, 1998, p. 106.
- ⁴⁶ MHITARYAN N., « Turkish-Ukrainian relations », Ankara, Eurasian studies, n 2, 1996, pp.2-13.
- ⁴⁷ KAHN Michèle, «Ukraine, repères économiques », in Marc Ferro (dir.), op cit.. p. 246.
- ⁴⁸ Itar-Tass, 14 novembre 1997.
- ⁴⁹ TORUMTAY Necip, Degisen strategilerin odaginda Türkiye (La Turquie dans le foyer des stratégies en changement), Istanbul, Miliyet Yayınlan. 1996, p. 179. Cet ouvrage publié par un ex-chef d'état-major de l'armée turque s'attarde longuement sur les changements intervenus à la suite de la décomposition de l'URSS.
- ⁵⁰ Obchtchaïa Gazeta, Moscou, 29 mai-4 juin 1997, n^o 21, p. 5.
- ⁵¹ « Ukraine 2000 and beyond : Géopolitical Priorities and scenarios of Development », The monograph of the National Institute for Strategic Studies and National Institute for Ukrainian-Russian Relations ; Kiev, NISS, 1999.
- ⁵² RUSSELL J., « L'Ukraine et la sécurité européenne », Bruxelles, l'UEO, 1995, pp.1-20 ;
- ⁵³ « La signature du traité de Kiev va permettre un retour de la Marine russe en Méditerranée », BRAM, 1997, pp.6-11.
- ⁵⁴ COOK M.Frank, L'Ukraine et ses forces : un nouvel acteur sur la scène européenne, Bruxelles ; Commission de la défense et de la sécurité, Assemblée parlementaire de l'OTAN, 11/1999, pp.1-22.
- ⁵⁵ Le traité entre la Roumanie et l'Ukraine, par les présidents ukrainien et roumain le 2 juin 1997.

-
- ⁵⁶ RFE/RL Newslines, 9 mai 1997.
- ⁵⁷ « Développement durable du bassin de la mer Méditerranée et de la mer Noire », Assemblée parlementaire du CE, septembre 1998.
- ⁵⁸ « Les organisations sous-régionales en Europe et leur dimension parlementaire », Europe centrale et méridionale, Assemblée de l'UEO, septembre 2000.
- ⁵⁹ Discours du Président ukrainien L.D.Kuchma pendant la Conférence Les Nouvelles perspectives dans la Région de la Mer Noire, Istanbul, le 28 avril 1997.
- ⁶⁰ Nezavissimaïa Gazeta, Kiev, 25 novembre 1997. p. 3.
- ⁶¹ KUZIO Taras, « Ukraine's Security Dilemmas », Jane's Intelligence Review, janvier 1996.
- ⁶² « Transport et géostratégie au sud de la Russie », Le Monde diplomatique, p.18-19, juin 1998.
- ⁶³ FULLER Liz, « Introducing the other GUAM », RFE/RL Newslines, 2 décembre 1997,.
- ⁶⁴ The Jamestown Foundation Monitor, vol. III, n^o 224, 2 décembre 1997.
- ⁶⁵ Nezavissimaïa Gazeta, 26 mars 1999, p. 3.
- ⁶⁶ « Douze nouveaux États indépendants issus de l'URSS, la CEI », Le Courrier des pays de l'Est, Documentation française, mars-avril 1995.
- ⁶⁷ PIRELLI Dominique, « L'enjeu pétrolier dans le Caucase », La Documentation française. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie.
- ⁶⁸ Delovoï Mir, Moscou, 3-6 octobre 1999, p. 3.
- ⁶⁹ Avrasya Dosaysi numéro spécial, Tbilissi, juillet 2000.
- ⁷⁰ Kommersant Daily, Kiev, 26, n^o 17, avril 1999.
- ⁷¹ Nezavissimaïa Gazeta, Kiev, 12 juillet 2000.
- ⁷² FBIS-UMA-97-314: Uryadovv Kuryer, Kiev, 4 novembre 1999.
- ⁷³ BBC Summary of World Broadcasts, 18 février 1997.
- ⁷⁴ BBC Summary of World Broadcasts, 26 août 1997.
- ⁷⁵ Nezavissimaïa Gazeta, Kiev, 15 février 1997 et
ITAR-TASS, 13 août 1997.
- ⁷⁶ La Déclaration sur les Principes Essentiels d'une Union Douanière Bilatérale, signée le 11 mars 1997.
- ⁷⁷ KUZIO Taras, Ukrainian Security Policy, The Washington Papers, 1995. P.167.
- ⁷⁸ FBIS-SOV-97-314 Holos Ukrayny, 5 novembre 1997.
- ⁷⁹ Interfax, Kiev, 24 juin 1999.
- ⁸⁰ Current Digest of Post-Soviet Press, 23 juillet 1997;
Izvestia, Moscou, 20 juin 1997.
- ⁸¹ Interview de Leonid Koutchma, in Politique internationale, Hiver 1996-1997, n^o 74.
- ⁸² Ukraine Weekly Business Report, Interfax, 13-18 octobre 1997.

⁸³ KUZIO Taras, Ukrainian Security Policy, The Washington Papers / 167, 1995.

⁸⁴ RFE/RL Newslines, 18 et 19 juin 1997.

L'Ukraine dans la région de la mer Noire

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
PARTIE I: IMPORTANCE DE LA REGION DE LA MER NOIRE	3
1.1 APERÇU HISTORIQUE	4
1.1.1 Vocation historique : tremplin vers la Méditerranée.....	4
1.2 ENERGIE ET POTENTIEL ECONOMIQUE.....	7
1.2.1 Développement et de l'acheminement du pétrole et du gaz de la mer Caspienne	7
1.3 PROBLEMES DE SECURITE	10
1.3.1 Conflits multicaractères	10
1.3.2 Disparités militaire de la région	12
1.4 ACTEURS PRINCIPAUX DE LA MER NOIRE.....	13
1.4.1 Rôle de la Russie	13
1.4.2 Rôle des Etats-Unis	14
1.4.3 Rôle de la Turquie.....	15
PARTIE II : ENJEUX DE L'UKRAINE DANS LA REGION DE LA MER NOIRE.....	17
2.1 UKRAINE – RUSSIE : LA GRIMEE, PERPETUEL ENJEU.....	17
2.2 ROUMANIE ET BULGARIE - UNE NOUVELLE POLITIQUE	19
2.2 VERS L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE	20
2.2.1 Formation du CEMN.....	20
2.2.2 Formation du système GUAM.....	23
2.2.2.1 Deux aspects moteurs de rapprochement.....	24
2.2.2.2 Relations bilatérales avec les pays-riveraines de la mer Noire	25
2.3 UKRAINE DANS LES ENJEUX PETROLIERS ET GAZIERS CASPIENS	27
2.4 UKRAINE VERS UNE DIVERSIFICATION DES RESSOURCES ENERGETIQUES	29
CONCLUSION	29
ANNEXES.....	32
ANNEXE 1	32

ANNEXE 2	33
ANNEXE 3	34
ANNEXE 4	35
ANNEXE 5	36
ANNEXE 6	37
ANNEXE 7	38
BIBLIOGRAPHIE	40